Ministère de l'Élevage et de la Pêche

Direction Nationale de la Pêche

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

RAPPORT ANNUEL 2011

Janvier 2012

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE AQUACOLE (PRODEFA)

CTB MALI

Avec le soutien de la Coopération Belge au Développement

TABLE DES MATIERES

ABRÉVIATIONS 4

2 RÉSUMÉ 7

2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION 8
2.2 POINTS SAILLANTS 10
2.3 RISQUES CLES 10
2.4 LEÇONS APPRISES ET RECOMMANDATIONS CLES 11

3 ANALYSE DE L'INTERVENTION 13

3.1 CONTEXTE 13
3.1.1 Évolution du contexte 15
3.1.2 Ancrage institutionnel 16
3.1.3 Modalités d'exécution 17
3.1.4 Dynamique « Harmo » 18
3.2 OBJECTIF SPECIFIQUE 18
3.2.1 Indicateurs 18
3.2.2 Analyse des progrès réalisés 19
3.2.3 Risques et hypothèses 20
Critères de qualité 20
3.2.4 Impact potentiel 21
3.2.5 Recommandations 21
3.3 RESULTAT 1 22
3.3.1 Indicateurs 22
3.3.2 Bilan activités 22
3.3.3 Analyse des progrès réalisés 23
3.3.4 Risques et hypothèses 24
3.3.5 Critères de qualité 24
3.3.6 Exécution budgétaire 24
3.3.7 Recommandations 25
3.4 RESULTAT 2 26
3.4.1 Indicateurs 26
3.4.2 Bilan activités 26
3.4.3 Analyse des progrès réalisés 27
3.4.4 Risques et hypothèses 27
3.4.5 Critères de qualité 28
3.4.6 Exécution budgétaire 28
3.4.7 Recommandations 28
3.5 RESULTAT 3 29
3.5.1 Indicateurs 29
3.5.2 Bilan activités 29
3.5.3 Analyse des progrès réalisés 30
3.5.4 Risques et hypothèses 30
3.5.5 Critères de qualité 30

3.5.6 Exécution budgétaire *31*
3.5.7 Recommandations *31*
3.6 RESULTAT 4 32
3.6.1 Indicateurs *32*
3.6.2 Bilan activités *32*
3.6.3 Analyse des progrès réalisés *33*
3.6.4 Risques et hypothèses *33*
3.6.5 Critères de qualité *34*
3.6.6 Exécution budgétaire *34*
3.6.7 Recommandations *34*
4 THÈMES TRANSVERSAUX 35
4.1 GENRE 35
4.2 ENVIRONNEMENT 35
5 DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL & SUIVI 36
6. LEÇONS APPRISES 37
7. ANNEXES 38
7.1 CADRE LOGIQUE 39
7.2 ACTIVITES M&E 43
7.3 RAPPORT "BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M)" 44
7.4 BENEFICIAIRES 47
7.5 PLANIFICATION OPERATIONNELLE Q1-2012 48
7.6 PLANIFICATION ANNUELLE DES MARCHES PUBLICS – MISE A JOUR Q1_2012 69

Abréviations

AEDD	Agence pour l'Environnement et le Développement Durable
AGETIER	Agence d'Exécution des Travaux d'Infrastructures et d'Équipement Rural
AP	Antennes de Pêche
ATI	Assistant Technique International
ATR	Assistant Technique Régional
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CCS/SFD	Cellule de Contrôle et de Suivi des Système Financiers Décentralisés
CILSS	Comité Inter – Etats de Lutte contre la Sècheresse au Sahel
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CROCSAD	Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CSCRP	Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
CTB	Agence Belge de Développement
CTOS	Commission Technique d'Orientation et de Suivi
DGCD	Direction Générale de la Coopération au Développement
DNGR	Direction nationale du Génie Rural
DNP	Direction Nationale de la Pêche
DRACPN	Régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances
DRP	Direction Régionale de la Pêche
DTF	Document Technique et Financier
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FEWS-NET	First Early Warning System
FIDA	Fonds International pour le Développement de l'Agriculture
IER	Institut d'Économie Rurale
IICEM	Initiative intégrée pour croissance
IMF	Institution de Micro Finances
M&E	Monitoring and Evaluation
MEP	Ministère de l'Élevage et de la Pêche
ODRS	Office de Développement Rural de Sélingué
PACR	Projet d'Appui aux Collectivités Rurales
PACT/GIZ	Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales
PAPAM	Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole
PCDA	Programme de compétitivité et de diversification agricole
PDESC	Programme de Développement Économique, Social et Culturel
PNDPA	Politique Nationale de développement de la pêche et de l'aquaculture
PQAA	Programme Quinquennal d'Aménagements Aquacoles
PRODEFA	Projet d'Appui au Développement de la Filière Aquacole dans la région de Sikasso
PTF	Partenaire Technique et Financier
Q (1, 2, 3,4)	Trimestre (1, 2, 3,4)
RH	Ressources Humaines

SIG	Système d'Information Géographique
SLP	Service Local de Pêche
SMART	Simples/Spécifiques ; Mesurables ; Adaptés/Atteignables ; Réalistes/Réalisables ; Temps/Temporel
SMCL	Structure mixte de concertation locale
TDR	Termes de référence
UAC	Unité d'Appui et de Coordination

1 Fiche projet

Nom Projet	Projet d'Appui au Développement de la Filière Aquacole dans la Région de Sikasso (PRODEFA)		
Numéro national DGCD	3008319		
Code Navision CTB	MLI 09 031 11		
Zone d'intervention	Région de Sikasso		
Institution partenaire	Ministère de l'Elevage et de la Pêche et la Direction Nationale de la Pêche		
Durée de la convention spécifique	72 mois		
Personnes clés	Mouroucoro Niaré (Responsable National), Martin Mailhot (ATI-Coresponsable) et Traoré Malado KEITA (Responsable Administrative & Financière)		
Contribution du Mali	1.378.139 EUR (904 000 000 FCFA)		
Contribution de la Belgique	6 050 000 EUR (3 968 539 850 FCFA)		
Date de signature de la convention spécifique	03/12/2010		
Date de démarrage (SMCL 27 Mai 2011)	01/04/2011		
Code sectoriel	31320	31310	
Groupes cibles	La population au niveau des communes, les opérateurs privés actifs dans la filière aquacole, les collectivités territoriales et les partenaires techniques institutionnels		
Objectif général	La sécurité alimentaire et le développement économique de la Région de Sikasso sont améliorés durablement.		
Objectif spécifique	Des conditions favorables à l'augmentation, à la valorisation et à la commercialisation des productions aquacoles sont mises en place.		
Résultats intermédiaires	R1 : Le potentiel aquacole des mares et plans d'eau est davantage valorisé pour la pisciculture extensive R2 : Des conditions optimales pour l'émergence d'une filière professionnelle sont mises en place y compris en pisciculture intensive R3 : La filière est renforcée en termes de structuration, de capacités des institutions de soutien de la filière et d'articulation entre les acteurs R4 : La gestion des connaissances de la filière aquacole est renforcée, capitalisée et diffusée		

2 Résumé

Le PRODEFA intervient dans toute la région de Sikasso où les conditions agro-climatiques sont les meilleures au Mali. Les conditions pluviométriques de la région permettent la pêche sur différents plans d'eau. Les captures annuelles de la région sont estimées entre 5.500 T à 6.000 T dont 67% provient de la retenue artificielle de Sélingué. L'absence de statistiques ne permet pas de déterminer la part des captures issues de la pisciculture. Le manque de technicité, la méconnaissance des possibilités de production, les difficultés d'approvisionnement en alevins ainsi qu'en aliments constituent les principales contraintes du développement de la pisciculture dans la région de Sikasso d'une part et, le manque de structuration des acteurs constitue un handicap majeur au développement de la filière, d'autre part.

Pour faire face à ces contraintes clés, le PRODEFA a été lancé dans la région de Sikasso afin de faire de l'aquaculture un instrument de sécurité alimentaire et un outil de développement économique de la région. Les axes stratégiques d'intervention du PRODEFA sont les suivants :

- Le développement de la pisciculture artisanale pour valoriser le potentiel important des mares et marigots propices à la pisciculture extensive ;
- L'appui au secteur privé actif dans la filière aquacole par des mesures d'appui et d'encadrement ;
- Le renforcement des capacités des acteurs et structuration de la filière ;
- Le suivi-évaluation et la gestion des connaissances.

Ces axes d'intervention sont en cohérence avec le Plan d'urgence de sécurité alimentaire, le Schéma Directeur de la Pêche et de l'Aquaculture et le Programme Quinquennal d'Aménagements Aquacoles.

Le 27 mai 2011, la troisième session de la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) du projet s'est tenue à Bamako. Cette session de la SMCL a acté la date du 1er avril 2011 comme étant celle du démarrage officiel du PRODEFA.

La quatrième session de la SMCL du Prodefa s'est tenue le 05 août 2011 à Sikasso sous la Présidence du Secrétaire Général du Ministère de l'Élevage et de la Pêche. L'une des principales recommandations de cette session de la SMCL concernait le lancement officiel du projet dans le cadre des festivités du 22 septembre 2011.

Lancé officiellement à Sikasso le 24 septembre 2011 par le Ministre en charge de la Pêche et les autorités de la Coopération belge, l'équipe du PRODEFA s'est d'abord attelé à la rédaction de deux cahiers spéciaux de charges (CSC) : 1) un CSC pour l'étude de base qui sera assortie d'un système de suivi/évaluation & SIG autour d'un tableau de bord et ; 2) un CSC pour l'étude socio-économique et technique pour 42 sites pré-identifiés par la DRGR et la DRP sur l'ensemble de la région.

Aussi, le processus du recrutement d'un Assistant Technique International (ATI) spécialiste en aquaculture qui avait été lancé par le siège de la CTB, s'est avéré infructueux. La quatrième SMCL qui s'est tenue au mois d'août 2011 a recommandé de procéder au recrutement au niveau national du spécialiste en aquaculture. Suite à l'infructuosité de ce processus, il a été envisagé de procéder au recrutement d'un

Assistant Technique spécialiste en aquaculture au niveau régional. Cette troisième tentative a permis de recruter un spécialiste de nationalité Burkinabè qui prendra service courant premier trimestre 2012.

Des missions de prise de contact et de recherche documentaire ont été exécutées. Une mission conjointe PRODEFA et IICEM s'est déroulée du 08 au 11 septembre 2011 dans les cercles de Sikasso, Kadiolo, Bougouni ; Kolondièba et Yanfolila. L'objectif de cette mission était de prendre connaissance des réalisations de l'IICEM dans la région en matière de pisciculture en vue de s'inspirer des acquis de ce programme. D'autres missions de prise de contact et de recherche documentaire ont été réalisées à Sikasso et à Bamako auprès de la DRGR, PCDA, PACR, PACT/GIZ, DNGR, CCS/SFD.

Les 26 et 27 septembre 2011 s'est tenue à Sikasso une réunion de prise de contact et de partage du DTF entre l'UAC et l'ensemble du personnel de la DRP. Cette rencontre a permis à l'équipe du projet et au personnel de la DRP de se connaitre mutuellement d'une part mais également, elle a été l'occasion pour les agents de terrain de DRP de s'approprier le document du projet.

Une session de planification opérationnelle s'est tenue les 09 et 10 novembre 2011 à Sikasso. Ont pris part à cette rencontre, le Président et le Secrétaire Général de la CRA, le Directeur Régional de la pêche et le chargé de suivi-évaluation/DRP.

En partenariat avec la DRP et la CRA un programme d'information et de communication sur le projet a été exécuté. Ce programme comportait deux composantes : une composante tournée d'information dans les sept cercles de la région; une composante diffusion de microprogramme par sept radios locales de proximité.

Le présent rapport fait le point des activités réalisées au titre de l'année 2011 qui est la prémière année de mise en œuvre du projet.

2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficience	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique : des conditions favorables à l'augmentation, à la valorisation et à la commercialisation des productions aquacoles sont mises en place.	Les moyens financiers engagés dans les activités sont optimales par rapport aux résultats atteints.	Les activités réalisées contribuent à l'atteinte de l'objectif du projet.	Les résultats obtenus s'inscrivent dans la durabilité.
Résultat 1 : le potentiel aquacole des mares et plans d'eau est d'avantage valorisé pour la pisciculture artisanale**.**	Les moyens financiers mobilisés sont réalistes par rapport aux résultats obtenus	Les activités réalisées (empoissonnement de mares ; élaboration de TDR et lancement du marché pour l'étude baseline ; élaboration de TDR et lancement du marché pour l'étude des 42 sites ; l'identification de noyaux d'accompagnateurs pour combler l'insuffisance du personnel DRP sur le terrain ; l'évaluation des besoins en formation en vue de la programmation des sessions de formation) permettent l'atteinte du résultat attendu	Les acquis des empoissonnements réalisés sont durables. L'aboutissement du marché des études lancé permet de doter le projet d'une situation de référence
Résultat 2 : des conditions optimales pour l'émergence d'une filière professionnelle sont mises en place y compris en pisciculture intensive**.**	Les activités réalisées n'ont pas mobilisé de moyens financiers spécifiques.	Des fiches de recensement des opérateurs individuels et groupements actifs ont été élaborées. 60 opérateurs privés actifs et 203 désirant s'installer ont	Les actions engagées n'ont pas encore produit d'effets qui puissent permettre d'apprécier leur durabilité

		été recensés. La réalisation de ces activités va dans le sens de l'atteinte du résultat.	
Résultat 3 : la filière est renforcée en termes de structuration, de capacités des institutions de soutien de la filière et d'articulation entre les acteurs.	Les moyens financiers mobilisés sont réalistes par rapport aux résultats atteints.	Des appuis matériels et logistiques (véhicules, motos, fonctionnement) apportés à la DRP vont dans le sens de l'atteinte du résultat.	Les appuis apportés par le projet aux institutions de soutien à la filière aquacole s'inscrivent dans la durée.
Résultat 4 : la gestion des connaissances de la filière aquacole est renforcée, capitalisée et diffusée.	Les moyens financiers engagés sont en adéquation avec les résultats obtenus.	La création et l'alimentation d'un fichier répertoire sur les plans d'eau (mares, retenues, bancotières, étangs), la sélection d'un prestataire pour la formation de formateurs en cartographie et GPS, la réalisation d'un programme d'information et de communication vont dans le sens de l'atteinte du résultat.	Les actions engagées n'ont pas encore produit d'effets qui puissent permettre d'apprécier leur durabilité.

Le coût de réalisation des activités est présenté ci-après :

Financement	**Total Budget**	**Budget 2011**	**Dépenses totales au 31/12/2011**	**Solde**		**Taux d'exécution**	
				Budget total	Budget 2011	Budget total	Budget 2011
Contribution Belge €	6 050 000	866 364	420 839	5 629 161,34	445 525,500	7%	49%
FCFA	3 968 539 747	568 297 530	276 051 960	3 692 487 787	292 245 570		
Contribution Malienne €	1 378 139	0	0	1 378 139	0		
FCFA	904 000 000	0	0	904 000 000	0		

Le faible niveau d'exécution du budget s'explique en grande partie par le retard accusé dans le démarrage effectif du projet. Le niveau de réalisation atteint s'appuie essentiellement sur l'achat de la logistique, des équipements et des matériels. En 2011, il n'y a pas eu de mobilisation de la contrepartie malienne.

2.2 Points saillants

Les éléments clés par résultat attendu du projet sont présentés dans le tableau ci-après :

Résultats attendus	Éléments clés
Résultat 1 : Le potentiel aquacole des mares et plans d'eau est davantage valorisé pour la pisciculture extensive	- L'empoissonnement de 5 mares et un site de 2 étangs d'alevinage avec 9472 poissons dont 463 géniteurs de Tilapia et 9 009 alevins de Clarias; - L'élaboration des TDR et le lancement du marché pour l'étude des 42 sites.
Résultat 2 : Des conditions optimales pour l'émergence d'une filière professionnelle sont mises en place y compris en pisciculture intensive	- Élaboration des fiches de recensement; - Le recensement des acteurs actifs dans la filière a permis de dénombrer 60 opérateurs privés qui sont en activité dans la filière et 203 débutants.
Résultat 3 : La filière est renforcée en termes de structuration, de capacités des institutions de soutien de la filière et d'articulation entre les acteurs	- Élaboration d'un projet de protocole de collaboration avec la Direction Régionale de la Pêche; - L'évaluation des besoins immédiats en formation a permis de cibler deux thèmes : a) construction d'étangs (tests des sols, piquetage, creusage, mise en eau et empoissonnement) ; b) alevinage clarias ; - Le renforcement des capacités d'intervention de la DRP (2 véhicules, 15 motos Yamaha DT, appui au fonctionnement) ; - L'identification de noyaux d'accompagnateurs pour combler l'insuffisance du personnel DRP sur le terrain.
Résultat 4 : La gestion des connaissances de la filière aquacole est renforcée, capitalisée et diffusée	- L'élaboration des TDR et le lancement du marché pour l'étude baseline ; - La création et l'alimentation d'un fichier répertoire des plans d'eau (mares, retenues, bancotières, étangs); - La création et l'alimentation d'un fichier répertoire des prestataires de services ; - La sélection d'un prestataire pour la formation des formateurs en cartographie et GPS ; - La réalisation d'un programme d'information et de communication dans les 7 cercles de la région.

Les activités de base des différents résultats attendus du projet ont connu un début d'exécution. Cependant le grand défi qui se pose à l'équipe du projet concerne la réalisation rapide de l'étude baseline assortie d'un système de suivi & évaluation.

2.3 Risques clés

Les risques majeurs qui pourraient affecter la mise en œuvre du projet sont :

- L'insuffisance de l'effectif du personnel de la DRP sur le terrain et sa répartition inadéquate entre les cercles. Sur un effectif de 17 agents, 12 sont concentrés sur 3 cercles alors que 5 sont répartis entre 4 cercles. Ceci ne favorise pas la construction d'une base solide de pérennisation des acquis du projet.

- L'ODRS qui constitue un partenaire stratégique du projet en termes d'approvisionnement en alevins et en conduite de recherche-action n'arrive toujours pas à rendre opérationnelle sa station.

- Les changements climatiques qui se manifestent dans la région par un démarrage tardif de l'hivernage et un arrêt précoce des pluies dans plusieurs zones constituent une menace pour la pisciculture artisanale. Cette année, plusieurs plans d'eau naturels ont prématurément tari.

2.4 Leçons apprises et recommandations clés

➢ **Mise en place tardive de l'équipe du projet**

Le recrutement du personnel s'est étalé sur toute l'année 1 du projet. La situation sur la date d'entrée en fonction du personnel est présentée dans le tableau ci-après :

N°	Nom et Prénom	Fonction	Date d'entrée en fonction
1	Martin MAILHOT	Assistant Technique International Co -Responsable du Projet	1er avril 11
2	Mme TRAORE Malado KEITA	Responsable Administrative et Financière	1er avril 11
3	Mouroucoro NIARE	Responsable National	1er sept.-11
4	Dianguiné TRAORE	Chargé National du suivi - évaluation et du Système d'information géographique	1er sept-11
5	Mme SANOGO Hawa SISSOKO	Comptable	19 sept-11
6	Mme DEY Ramata SIDIBE	Secrétaire	19 sept-11
7	Issa CISSE	Chauffeur	19 sept-11
8	Mamadou KOUMA	Chauffeur	19 sept-11
9	Amadou TALL	Chauffeur	19 sept-11
10	Makono COULIBALY	Chargé National de l'appui à la CRA et au secteur privé	1 nov.-11

Le processus de recrutement de l'Assistant Technique spécialiste en pisciculture est au stade de négociation salariale. Il prendra fonction dans le premier trimestre de l'année 2012.

➢ **Nécessité d'un ajustement du DTF**

Au terme de cette première année du projet, il est apparu nécessaire de procéder à un ajustement du DTF en vue, d'une part de résorber le retard accusé dans le démarrage des activités sur le terrain et d'autre part, rendre l'intervention plus efficace.

➢ **Retard dans l'élaboration d'une situation de référence du projet**

La situation de référence est nécessaire pour tous les projets. Habituellement réalisée en année 1 du projet, elle permet de mesurer les progrès réalisés par le projet.

- **Procéder au recrutement du personnel clé au plus tard dans le premier trimestre de l'année 1 du projet**

Les Ordonnateurs du projet doivent s'accorder rapidement sur les modalités du recrutement du personnel clé aussitôt que la Convention Spécifique est signée. Ceci permettra d'éviter que le temps du recrutement n'affecte négativement la mise en œuvre du projet.

- **Proposer des modifications au DTF**

Les ajustements proposés au DTF ne concernent pas la durée du projet, l'objectif spécifique, les résultats et le budget global. Il s'agit juste des propositions de réaménagements de certaines sous-activités avec des lignes budgétaires correspondantes. Ces propositions seront soumises à la validation lors de la prochaine SMCL.

3 Analyse de l'intervention

3.1 Contexte

La zone d'intervention du projet couvre toute la région de Sikasso, 3ème Région Administrative du Mali. D'une superficie de 71 790 Km², soit 5,80 % du territoire national, la région de Sikasso compte sept (07) cercles (Bougouni, Kadiolo, Kolondièba, Koutiala, Sikasso, Yanfolila et Yorosso), trois (03) communes urbaines (Bougouni, Koutiala et Sikasso), cent quarante quatre (144) communes rurales et mille huit cent trente un (1 831) villages. En 2007, la région était peuplée de 2 248 386 habitants avec plus de 75% de la population vivant en milieu rural. La population en situation d'insécurité alimentaire chronique est de plus ou moins 17 % suivant les saisons. La région s'étend dans la zone humide et subhumide, comprise entre les isohyètes 750 mm au nord et 1400 mm au Sud. Elle se subdivise en deux ensembles climatiques : la zone soudanienne humide et la zone guinéenne. La pluviométrie relativement abondante permet la présence de mares permanentes et saisonnières propices à la production piscicole.

L'approvisionnement en poisson de la région de Sikasso dépend en majeure partie des captures de pêche traditionnelle ou des importations en provenance d'autres régions, voire d'autres pays. Le tilapia chinois est aujourd'hui disponible sur les marchés. Les tonnages de poissons issus de l'aquaculture pratiquée dans la région de Sikasso ne sont pas connus avec exactitude. Cependant, ils apparaissent comme modestes, à l'instar de la production aquacole nationale du Mali. À titre d'exemple en 2008, la production aquacole nationale malienne a été évaluée à environ 1300 tonnes par année sur 132 168 tonnes totales (Sources DNP), soit environ 0,98 % du tonnage total.

En termes de potentiel aquacole, la région présente des atouts qui peuvent être définis ainsi :

- **Plus de 400 sites ont été répertoriés comme présentant un potentiel aquacole** ont fait l'objet d'avant-projets détaillés laissant entrevoir un potentiel de production important;
- **Pluviométrie relativement abondante** : elle permet le remplissage des mares pendant une grande partie de l'année. Cet atout pourrait être davantage valorisé avec des infrastructures de retenue des eaux de ruissellement.
- **Productivité naturelle satisfaisante des plans d'eau**, ce qui est tout particulièrement intéressant pour la production aquacole extensive prévue dans le cadre de l'exploitation des mares et plans d'eau sous gestion communautaire;
- **Abondantes productions agricoles** permettant d'envisager un approvisionnement satisfaisant en sous-produits agricoles nécessaires à la fabrication d'aliments aquacoles qui eux seront utilisés dans le cas de productions aquacoles semi-intensives et intensives ;

La pisciculture offre un potentiel de diversification de revenus pour les populations rurales et constitue une alternative parmis d'autres à la culture du coton. Elle permettrait de pallier la diminution des productions issues de la pêche. Ce potentiel est cependant peu exploité pour différentes raisons parmi lesquelles on peut citer :

- **Une méconnaissance du potentiel de l'aquaculture** au niveau des communautés rurales et des instances politiques, avec pour conséquence la non-inscription de la valorisation de ce potentiel dans les plans de développement. Or, cette inscription est un préalable pour bénéficier des appuis financiers disponibles à travers les PTF ou le budget de l'État.
- Le développement de la filière se heurte à d'autres contraintes telles que les **difficultés d'approvisionnement** pour certains alevins, l'absence d'offre d'aliments aquacoles, les difficultés de transport et de conservation.
- **La pisciculture en milieu contrôlé nécessite une certaine technicité**. Or, il existe peu d'offres de service en matière de formation, d'aménagement des infrastructures, d'appui-conseils ou d'accompagnement des opérateurs de la filière. Les compétences sont actuellement localisées essentiellement au niveau des services techniques déconcentrés de l'État, mais souffrent d'un dispositif logistique insuffisant pour couvrir une région de cette importance.

Actuellement, les techniques de production aquacole sont essentiellement basées sur la pisciculture artisanale et l'exploitation en étangs.

La technique en pisciculture artisanale est très simple, elle consiste à exploiter les mares et bras de fleuves lorsque l'eau est disponible. Leur aménagement à des fins d'exploitation piscicole est relativement facile et peu coûteux. L'ensemencement des plans d'eau se fait naturellement par capture des alevins et fretins de poissons lors des épisodes de crue. La production de toutes les espèces de poissons présentes dans le milieu naturel permet ainsi de maximiser l'utilisation de toutes les niches écologiques des plans d'eau. Cette technique est assez rentable grâce à des coûts d'intrants relativement bas et à des frais de fonctionnement minimisés. L'exploitation de ces plans d'eau s'accompagne souvent de productions maraîchères susceptibles de générer des revenus diversifiés complémentaires. Les «opérateurs» sont le plus souvent les communautés de proximité, en particulier les villages, les associations de femmes et autres regroupements légaux. La récolte est fréquemment réalisée en une seule pêche, souvent pratiquée en sous-traitance par des pêcheurs professionnels avec partage de la récolte dans certains cas comme à Guérékélé et à Koredougou. Le principal frein au développement de ce type de pisciculture est le manque de connaissances du potentiel.

S'agissant de l'exploitation en étangs, la technique consiste à exploiter des étangs creusés bien construits, avec une bonne maîtrise de l'eau, faciles à vider et à nettoyer. La technique de production est qualifiée de semi-intensive. Cette technique de pisciculture implique des investissements significatifs, une maîtrise de l'ensemble du cycle de production (de l'alevin au poisson à taille commercialisable), l'utilisation d'aliments et la mise en marché régulière du poisson.

Dans le cadre des différents programmes de promotion de la pisciculture, de nombreux étangs ont été creusés dans la région de Sikasso. Ces initiatives sont le fait de

propriétaires privés, d'associations, de coopératives ou autres groupements. Au 31 décembre 2011, 60 opérateurs privés actifs dans la pisciculture étaient identifiés ainsi que 203 débutants. Les constats qui se dégagent au niveau de ces opérateurs se résument en étangs mal construits, manque de maîtrise technique, absence de compétences en gestion.

La production d'aliments aquacoles est très marginale actuellement. Il faut cependant souligner l'existence de fabriques d'aliments volailles, qui pourraient compléter leur gamme de vente par des aliments aquacoles, moyennant des aménagements, équipements et formations spécifiques.

Dans la plupart des cas, la valorisation du poisson se fait soit par la vente à l'état frais, soit par la vente après transformation (séchage, fumage, brûlage). La commercialisation en poisson frais serait préférée car elle apporte des revenus supérieurs pour une charge de travail moindre. Les possibilités de conservation sous la chaîne de froid sont limitées et le poisson est en grande partie transformé (69 %) par rapport au tonnage de poisson vendu frais (31 %).

3.1.1 Évolution du contexte

L'évolution du contexte de la mise en œuvre du projet est marquée par trois évènements majeurs : la mise en œuvre du programme de mesures d'urgence, le démarrage des activités du Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali (PAPAM) dans la région et l'adoption de la Politique Nationale de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture.

Suite au déficit pluviométrique enregistré en 2011 avec comme conséquences la diminution des productions (agricoles, fourragères et halieutiques), le Gouvernement de la République du Mali a adopté un programme de mesures d'urgence (2011-2012) en faveur du monde rural particulièrement touché. Pour ce qui concerne le sous-secteur pêche et aquaculture, ce programme se décline en quatre catégories de mesures : 1) sécurité alimentaire au niveau des communautés de pêcheurs, 2) communication et sensibilisation des communautés de pêche, 3) aménagement et empoissonnement de mares, 4) renforcement des capacités des différents acteurs. Dans la région de Sikasso, il est prévu d'empoissonner 27 hectares de plans d'eau (675 000 alevins) et d'acquérir 500 tonnes d'aliments poisson.

Le PAPAM est un programme qui est financé par plusieurs bailleurs de fonds avec une grande participation de la Banque Mondiale. L'objectif de développement du PAPAM est d'accroître la productivité des petits producteurs et des producteurs en agrobusiness dans les systèmes et zones de production cibles du projet. La zone d'intervention couvre tout le pays avec un financement de 80 milliards de CFA. L'intervention couvre tous les sous-secteurs de l'Agriculture.

En décembre 2011, le Gouvernement du Mali a adopté la Politique Nationale de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (PNDPA).

L'Objectif Global de cette politique est de contribuer à faire du Mali une puissance Agricole sous régionale, harmonisant et intégrant la politique et les stratégies de développement du sous secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Les objectifs spécifiques de cette politique sont les suivants :

- Améliorer et moderniser la gestion et la production du sous secteur, en appuyant les processus de décentralisation et de cogestion en cours, afin d'assurer la gestion et la cogestion durable des ressources halieutiques et aquatiques, dans le respect de l'environnement;
- Promouvoir la production halieutique et aquacole et sa qualité (renforcement des capacités, investissements et réduction des pertes) et diversifier les productions (développement de l'aquaculture), en améliorant les revenus et les conditions de vie des populations rurales;
- Renforcer la coopération internationale et transfrontalière dans les problématiques de gestion et d'accès aux ressources mais également de marché.

Ces nouveaux éléments d'évolution du contexte contribuent à renforcer le projet dans sa mise en œuvre. Les actions du PAPAM dans le sous-secteur pêche et aquaculture contribueront à amplifier les appuis aux acteurs. Par ailleurs, le projet s'inscrit dans le deuxième objectif spécifique de la Politique Nationale de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture.

3.1.2 Ancrage institutionnel

Le PRODEFA qui est le fruit de la coopération Belgo-Malienne s'appuie sur les principes de la coresponsabilité.

Pour la partie malienne, l'entité administrative chargée de mener à bien l'exécution de la prestation de coopération est le Ministère de l'Elevage et de la Pêche (MEP). Le MEP désigne la Direction Nationale de la Pêche (DNP), représentée par son directeur, comme maître d'ouvrage du projet. L'Ordonnateur National chargé de liquider et d'ordonnancer les dépenses du projet est le Directeur National de la Pêche qui délègue une partie de ses prérogatives au Responsable de l'Intervention recruté et basé à Sikasso.

Au niveau de la région, le PRODEFA est rattaché à la Direction Régionale de la Pêche (DRP) de Sikasso qui est le démembrement de la DNP au plan régional. La DRP assure la supervision de la mise en œuvre du projet dans la région de Sikasso.

Concernant la partie belge, la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD) est l'entité administrative et financière responsable de la contribution belge au projet. La partie belge confie la réalisation de ses obligations pour la mise en œuvre du projet et le suivi du projet à la Coopération Technique Belge (CTB), à travers une Convention de Mise en Œuvre.

A ce titre, la Représentante Résidente de la CTB à Bamako assure le rôle de Coordonnateur. Celui-ci délègue une partie de ses prérogatives à un Assistant Technique International (ATI) recruté par la CTB, basé à Sikasso. Cet ATI est coresponsable des prestations du projet pour la CTB.

Ce système de coresponsabilité du projet qui donne de très bons résultats est très approprié. Actuellement, ce système ne présente aucun inconvénient pour la mise en œuvre du projet.

3.1.3 Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution s'appuient sur les principes de la cogestion aux différents niveaux de la mise en œuvre du projet. Au niveau national, la DNP et la Représentation de la CTB au Mali qui sont Coordonnateurs du budget du projet, assurent conjointement le suivi et les orientations stratégiques du projet. Sur le terrain, le Responsable de l'Intervention et l'Assistant Technique International sont Coresponsables de la mise en œuvre des activités du projet.

Pour la mise en œuvre opérationnelle du projet et de garantir l'implication effective de toutes les parties prenantes, trois organes sont retenus : une Unité d'Appui et de Coordination (UAC), une Commission Technique d'Orientation et de Suivi(CTOS), et une Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL).

Unité d'Appui et de Coordination basée à Sikasso

Une Unité d'Appui et de Coordination (UAC) du projet est mise en place à Sikasso. La direction de l'UAC est assurée conjointement par le Responsable de l'intervention et l'Assistant Technique International Co - responsable.

L'UAC est responsable de la gestion quotidienne des activités du projet dans la Région de Sikasso et de l'atteinte des résultats intermédiaires en vue de l'atteinte de l'objectif du projet.

Le processus de mise en place de l'UAC est dans sa phase terminale, le dernier cadre, à savoir l'AT Spécialiste en aquaculture, devant prendre fonction au premier trimestre de 2012.

Commission Technique d'Orientation et de Suivi (CTOS)

La Commission Technique d'Orientation et de Suivi a été créée suivant décision n°1363/GR-SIK-CAB-3 du 29 novembre 2011. Elle est mise en place afin de faciliter la concertation et la coordination des interventions au niveau régional. Elle se réunit sur invitation du Président ou à la demande du tiers des membres.

L'UAC assure son secrétariat.

Les résultats des sessions de la CTOS sont soumis à l'appréciation de la SMCL.

Structure mixte de concertation locale (SMCL)

La Structure Mixte de Concertation Locale est l'organe de pilotage et d''orientation stratégique du projet. Elle est présidée par le Ministre de l'Élevage et de la Pêche ou son représentant. Elle se réunit deux fois par an, sur convocation du Président, en session ordinaire et en session extraordinaire à chaque fois que les circonstances l'exigent, à la demande du tiers des membres. La SMCL est l'instrument de coordination et de concertation qui donne les grandes orientations du projet, approuve les plans financiers et les plans de travail, les rapports d'avancement techniques et financiers ou tout autre document soumis à son approbation. Le secrétariat de la SMCL est assuré par l'UAC.

La SMCL a tenu ses 2 réunions statutaires de l'année 2011.

Les modalités d'exécution du projet qui sont basées sur les principes de la cogestion sont très appropriées.

3.1.4 Dynamique « Harmo »

La mise en œuvre du projet s'insère dans le dispositif organisationnel du Département de tutelle.

La mise en œuvre du PRODEFA s'inscrit dans le cadre de l'harmonisation des procédures nationales. Deux modes de gestion sont retenus : 1) la cogestion dont les procédures d'exécution sont celles du Mali et ; 2) la régie qui est exécutée suivant les procédures de la Coopération Belge.

L'intervention du projet s'insère dans les politiques sectorielles nationales. Les axes stratégiques du projet sont en parfaite cohérence avec les orientations du programme quinquennal d'aménagements aquacoles (PQAA) et de la Politique Nationale de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture. A cet effet, le projet contribue fortement à la politique nationale de développement de la pêche et de l'aquaculture.

Au niveau institutionnel, la coordination du projet est assurée par une équipe légère qui s'appuie sur l'approche « faire – faire » pour l'exécution de l'essentiel des activités sur le terrain. Suivant les domaines de compétence, des protocoles de collaboration sont signés avec les structures d'appui à la filière aquacole dans la région de Sikasso.

L'approche « faire – faire » privilégiée par le projet assure une bonne appropriation de l'intervention par les différents bénéficiaires.

3.2 Objectif spécifique

3.2.1 Indicateurs

La gestion des indicateurs doit être soutenue par des données objectives, fiables, aisément consultables et échangeables. C'est dans ce cadre qu'une étude baseline est indispensable à tout projet pour pouvoir mesurer les progrès réalisés. En plus de la situation de référence, l'étude baseline doit permettre d'obtenir un tableau de bord sur les principaux indicateurs du projet pour assurer un bon suivi et une meilleure planification des activités.

Le présent rapport annuel, rédigé avant la réalisation de l'étude baseline, sera affecté par la qualité des indicateurs qui ne respectent pas pour le moment les critères « SMART ».

Objectif spécifique : Des conditions favorables à l'augmentation, à la valorisation et à la commercialisation des productions aquacoles sont mises en place						
Indicateurs	**Valeur 'Baseline'**	**Progrès année N-1**	**Progrès année N**	**Valeur Cible année N**	**Valeur cible**	**Commentaires**
Les quantités de poisson produites par les mares, les plans d'eau et les piscicultures de la région de Sikasso ont augmenté de manière significative et durable						Les indicateurs doivent être reformulés pour intégrer les critères SMART.
Le nombre d'opérateurs privés actifs dans la filière aquacole dans la région de Sikasso augmente						
Les acteurs de la filière, en particulier les producteurs, améliorent leurs revenus						

SMART = Simples/Spécifiques ; Mesurables ; Adaptés/Atteignables ; Réalistes/Réalisables ; Temps/Temporel.

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Au terme de cette première année du projet, les activités réalisées par résultat attendu ne permettent pas d'observer les transformations réelles au niveau des bénéficiaires. Cependant, le démarrage des activités du projet a suscité un grand engouement auprès des populations de la région (plus de 200 personnes recensées comme voulant s'investir dans la pisciculture). L'approche « faire – faire » privilégiée par le projet pour la mise en œuvre des activités conduira certainement à l'atteinte de tous les résultats du projet.

Pour ce qui concerne le résultat 1, dans le cadre des mesures d'urgence pour la réduction des risques d'insécurité alimentaire, 5 mares et 1 site d'alevinage ont été empoissonnés. D'autres activités ont porté sur l'élaboration des TDR et le lancement du marché pour l'étude baseline ; l'élaboration des TDR et le lancement du marché pour l'étude des 42 sites ; en collaboration avec la DRP et la CRA, des noyaux d'accompagnateurs (agents d'ONG, de bureaux d'études, de pisciculteurs, d'associations de pisciculteurs et de jeunes diplômés) ont été identifiés dans tous les cercles pour renforcer le personnel DRP. Aussi, les besoins immédiats en formation de ces agents accompagnateurs ont été évalués. Deux thèmes prioritaires ont été retenus : 1) construction d'étangs (tests des sols, piquetage, creusage, mise en eau et empoissonnement) et, 2) alevinage Clarias. La tenue de ces formations est prévue dans le premier trimestre de l'année 2012.

Au niveau du résultat 2, l'élaboration des fiches d'identification ; l'identification des acteurs actifs dans la filière a permis de recenser 60 opérateurs privés qui sont en activité dans la filière et 203 débutants *;* une mission de collecte d'informations auprès de la Cellule de Contrôle et de Suivi des Système Financiers Décentralisés (CCS/SFD) sur les institutions de micro finances (IMF) intervenant dans la région de Sikasso a été réalisée.

S'agissant du résultat 3, le renforcement des capacités des institutions de soutien à la filière a déjà produit des changements tangibles sur les bénéficiaires. La Direction Régionale de la Pêche a déjà bénéficié d'importants moyens logistiques composés de 2 véhicules et 15 motos Yamaha DT. Aussi, elle bénéficie d'appui lié au fonctionnement. Les autres partenaires comme la CRA, la DRGR et les Collectivités Territoriales ont tous manifesté leur satisfaction pour le démarrage des activités du projet.

Au niveau du résultat 4, dans le cadre du processus de la mise en place d'un système de gestion des connaissances, deux fichiers répertoires ont été créés sous le logiciel Excel et sont entrain d'être alimentés à partir des données provenant des recensements en cours. Ces recensements sont réalisés sur la base d'un premier lot d'outils de collectes élaborés par l'UAC.

Dans le cadre de la mise en place de la base de données géographiques (SIG), l'Institut Géographique du Mali (IGM), suite à une consultation restreinte, a été retenue pour assurer la formation des formateurs (chargé suivi/évaluation PRODEFA, chargé suivi/évaluation DRP et 1 agent du bureau des statistiques de la DNP) en cartographie et GPS. Cette formation se tiendra au mois de janvier 2012.

En matière de communication, un programme d'information sur le projet a été réalisé en collaboration avec la DRP, la CRA et 7 radios locales de la région.

Le démarrage tardif du projet n'a pas permis de réaliser toutes les activités prévues. Une reprogrammation des activités du DTF est donc nécessaire.

3.2.3 Risques et hypothèses

Risques (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
La pluviométrie dans la région de Sikasso reste sensiblement la même que les 10 dernières années.	Moyenne	Diminution du rendement des mares	Moyen	B
La volonté de l'État de développer le secteur aquacole est maintenue.	Moyenne	- retard dans la mobilisation de la contrepartie financière de l'État ; - déploiement tardif des ressources humaines additionnelles au niveau de la DRP	Faible Moyen	A B

L'évaluation des risques consiste à apprécier le niveau général du risque suivant la grille ci-dessous, conformément aux lignes directrices du canevas de rapport annuel CTB.

Impact potentiel				
	Élevé	**B** Assurer le suivi du risque	**C** Réduire le risque	**D** Réduire le risque
	Moyen	**A** Risque acceptable	**B** Assurer le suivi du risque	**C** Réduire le risque
	Faible	**A** Risque acceptable	**A** Risque acceptable	**B** Assurer le suivi du risque
		Faible	Moyen	Élevé
		Probabilité		

Si la probabilité du risque est moyenne et l'impact ou l'incidence potentielle moyenne, le score du risque est « **B** ». Ceci signifie qu'il faudra assurer le suivi du risque.

Lorsque la probabilité est moyenne et l'incidence potentielle faible, le score du risque est « **A** » qui veut dire que le risque est acceptable.

Dans le cas où un score C ou D est attribué à un risque, il est recommandé de détailler les mesures qui ont été ou qui seront prises et de préciser la personne ou l'acteur responsable dans le sous-chapitre 3.2.6 relatif aux recommandations.

Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Les activités réalisées vont dans le sens de l'atteinte de l'objectif du projet.
Efficience	A	Les ressources financières ayant soutenu la réalisation des activités sont optimales par rapport aux résultats obtenus.
Durabilité	B	Les résultats obtenus s'inscrivent dans la durabilité.
Pertinence	A	Les activités réalisées sont en cohérence avec l'objectif du projet.

Les différents scores retenus pour l'appréciation des critères sont expliqués dans les lignes ci-après :

Score	Explications
A	Très bonne performance
B	Bonne performance
C	Performance assortie de problèmes, des mesures doivent être prises
D	Absence de performance/difficultés majeures, des mesures sont nécessaires

3.2.4 Impact potentiel

De part son objectif global, le PRODEFA contribuera à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et au développement économique de la région de Sikasso. Pour aller dans ce sens, le projet est entrain de mettre en place des conditions favorables à l'augmentation, à la valorisation et à la commercialisation des productions aquacoles. Trois indicateurs d'impact sont retenus dans le cadre logique du projet :

- *Les quantités de poisson produites par les mares, les plans d'eau et les pisciculture de la région de Sikasso ont augmenté de manière significative et durable ;*
- *Le nombre d'opérateurs privés actifs dans la filière aquacole dans la région de Sikasso augmente ;*
- *Les acteurs de la filière, en particulier les producteurs, améliorent leurs revenus.*

Ces indicateurs dont le caractère « SMART » n'est pas encore établi feront l'objet de reformulation et de validation durant l'étude baseline qui sera réalisée au courant du premier semestre 2012.

3.2.5 Recommandations

Recommandations	**Source**	**Acteur**	**Période d'exécution**
Proposer des modifications au DTF	3.2.2	UAC	1er trimestre 2012
Procéder à l'affectation du personnel supplémentaire à la DRP	3.2.3	DNP	1er trimestre 2012
Diligenter la réalisation de l'étude baseline	3.2.1	UAC	1er trimestre 2012

3.3 Résultat 1

3.3.1 Indicateurs

Résultat 1: Le potentiel aquacole des mares et plans d'eau est davantage valorisé pour la pisciculture extensive						
Indicateurs	**Valeur 'Baseline'**	**Progrès année N-1**	**Progrès année N**	**Valeur Cible année N**	**Valeur cible**	**Commentaires**
La superficie mise en valeur pour l'aquaculture extensive a augmentée de manière significative						Tout comme les indicateurs précédents, le caractère SMART de ceux-ci doit être établi et validé.
Les rendements par ha augmentent						

3.3.2 Bilan activités

Les principales réalisations au niveau du résultat 1 sont :

- Empoissonnement de mares et un site d'alevinage (août 2011).

Cette activité a concerné six (06) plans d'eau répartis sur cinq (05) communes de la région. Neuf mille neuf (9009) alevins et quatre cent soixante trois (463) géniteurs de Tilapia, soit un total de neuf mille quatre cent soixante douze (9472) poissons ont été mis en eau. Le détail de cette activité est présenté dans le tableau ci-après :

Cercle	**Commune**	**Village/quartier**	**Date d'empoissonnement**	**Nombre de poissons**
Bougouni	Garalo	Garalo	14 août 2011	1650 alevins de Clarias
Kadiolo	Kadiolo	Kafono	13 août 2011	3150 alevins de Clarias
Koutiala	Diouradougou Kafo	Tièrè	04 août 2011	909 alevins de Clarias
Sikasso	Sikasso	Nankoudiassa	10 août 2011	463 géniteurs de Tilapia
Sikasso	Zangaradougou	Bamadougou	15 août 2011	1650 alevins de Clarias
Sikasso	Zangaradougou	N'Gorodougou	15 août 2011	1650 alevins de Clarias

- Recensement des plans d'eau sans aménagement (novembre – décembre 2011) : 251 plans d'eau (mares, retenues et bancotières) ont été recensés sur les sept cercles de la région.

- Élaboration des TDR et lancement du marché pour l'étude des 42 sites (décembre 2011). L'ouverture des offres est prévue pour le 16 février 2012.

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
A01.01. Mise en œuvre des actions de pisciculture artisanale			C		Sur une prévision de 60 plans d'eau, seulement 6 ont été empoissonnés. Des mesures s'imposent pour résorber le retard.
A01.02. Renforcement des capacités techniques des acteurs et accompagnement des structures de gestion des sites aménagés			C		Cette activité n'a pas encore connu de début d'exécution.
A01.03. Études de faisabilité socio-économique, environnementale et technique des 42 sites identifiés			C		Le dépouillement des offres de cette étude est prévu pour le 16 février 2012.
A01.04. Aménagement des sites favorables identifiés			C		Le retard accusé dans la réalisation des études complémentaires s'est répercuté sur le début des travaux d'aménagement.

Les significations des scores A, B, C et D sont présentées ci-après :

A : Les activités sont en avance

B : Les activités sont dans les délais

C : Les activités sont retardées, des mesures correctives doivent être prises

D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises

Si un score C ou D a été attribué à une activité, des mesures doivent être proposées dans les recommandations au point 3.3.7.

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Malgré le retard observé dans la mise en œuvre des activités, quelques progrès ont été enregistrés. Les activités d'empoissonnement ont concerné six plans d'eau dont un site de deux étangs d'alevinage. L'impact de ces activités se traduit par l'augmentation de la production (quantité de poissons pêchés) des plans d'eau empoissonnés et l'accroissement de la disponibilité d'alevins de Tilapia (environ 100 000 alevins par récolte dans les étangs d'alevinage).

Également, l'élaboration des TDR et le lancement du marché pour l'étude des 42 sites constituent le démarrage du processus de réalisation des aménagements aquacoles.

L'ensemble des activités réalisées vont effectivement dans le sens de la réalisation du résultat.

3.3.4 Risques et hypothèses

Risques (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Les parties prenantes dans la gestion des mares et plans d'eau s'accordent sur leurs modes de gestion	Faible	Moins de plans d'eau à empoissonner ou à aménager	Moyen	A
Les communes trouvent les ressources propres pour financer leur contrepartie	Moyenne	Moins de sites à aménager	Moyen	B
Les ressources humaines minimales sont déployées au niveau de la DRP	Élevée	Retard dans les activités	Élevée	D

3.3.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Les activités réalisées vont dans le sens de l'atteinte du résultat.
Efficience	A	Les ressources financières ayant soutenu la réalisation des activités sont optimales par rapport aux résultats obtenus.
Durabilité	B	Les résultats obtenus s'inscrivent dans la durabilité.
Pertinence	A	Les activités réalisées sont en cohérence avec le résultat attendu.

3.3.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire du résultat 1 du projet est présentée dans le tableau ci-après :

BUDGET TOTAL	**Prévision 2011**	**dépenses au 31 décembre 2011**	**Solde 2011**	**Taux d'exéc. Budget 2011 en %**	**Solde Budget Total**	**Taux d'exéc. Budget total en %**
2 335 000 €	69 500	3 776	65 724	**5,43**	2 331 224	**0,16**
1 531 659 595 FCFA	45 589 012	2 476 828	43 112 183		1 529 182 767	

3.3.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Période d'exécution
Finaliser le recrutement de l'AT Pisciculture	3.3.2 Bilan des activités	CTB	1er trimestre 2012
Appuyer les agents de la DRP avec des personnes ressources	3.3.4 Risques et hypothèses	UAC	1er trimestre 2012
Affecter de nouveaux agents à la DRP	3.3.4 Risques et hypothèses	DNP	1er trimestre 2012
Redéployer les agents de la DRP en fonction du volume d'activités	3.3.4 Risques et hypothèses	DRP	1er trimestre 2012

3.4 Résultat 2

3.4.1 Indicateurs

Résultat 2 : Des conditions optimales pour l'émergence d'une filière professionnelle sont mises en place y compris en pisciculture intensive						
Indicateurs	**Valeur 'Baseline'**	**Progrès année N-1**	**Progrès année N**	**Valeur Cible année N**	**Valeur cible**	**Commentaires**
Nombre d'opérateurs dans la filière et leur volume d'activité						Le nombre d'opérateurs déjà enregistrés (60 actifs et plus de 200 désirant s'investir) constitue un élément d'appréciation de l'engouement suscité par le projet.
Le degré de satisfaction des opérateurs						le caractère SMART de cet indicateur doit être établi et validé
Les opérateurs dans la filière ont amélioré leur accès au crédit						La mise en place de la ligne de financement prévue en 2012 constituera un levier pour l'accès au crédit

3.4.2 Bilan activités

Les principales activités réalisées au niveau du résultat 2 sont :

- Élaboration des fiches d'identification (novembre 2011). 3 types de fiches ont été élaborés en s'inspirant des modèles PACT/GIZ, PCDA, DNGR : le premier pour le recensement des opérateurs en activité, le deuxième pour ceux désirant s'investir et le dernier pour recenser les groupements (coopératives et associations existant dans la filière).

- Recensement des acteurs actifs dans la filière (novembre – décembre 2011) : 60 opérateurs actifs et 203 débutants ont été recensés.

- Visites des exploitations de promoteurs en activités (octobre – novembre – décembre 2011) : 15 exploitations piscicoles ont été visitées et les promoteurs ont bénéficié de conseils techniques.

- Recensement des prestataires de service pour les études de faisabilité technico-économique ; 25 prestataires ont été enregistrés dans le répertoire du projet.
- Organisation d'une mission de collecte d'informations auprès de la Cellule de Contrôle et de Suivi des Système Financiers Décentralisés (CCS/SFD) sur les institutions de micro finances (IMF) intervenant dans la région de Sikasso.

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
A02.01. Identification des promoteurs privés			C		Le retard accusé sera résorbé dans le cadre d'une nouvelle programmation suite au réajustement du DTF.
A02.02. Réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique par porteur de projet			C		
A02.03 Mise en place des lignes de financement		B			la mise en place de ces lignes est prévue en année 2 du projet.
A02.04. Appui/conseils en installation, gestion technique et financière			C		Le retard accusé sera résorbé dans le cadre d'une nouvelle programmation suite au réajustement du DTF.

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les progrès réalisés au niveau de ce résultat concernent le recensement de 60 opérateurs privés qui sont en activité dans la filière et 203 débutants dans la région. Pour l'ensemble de la région, 25 prestataires de services ont été recensés. Il est prévu de renforcer les capacités de ces prestataires en termes de montage de dossiers de projet piscicole et de suivi des porteurs de projet.

3.4.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Le projet et la CRA opèrent un mauvais casting des opérateurs privés	Moyenne	Utilisation inappropriée de la ligne de financement	faible	A
Un minimum d'opérateurs privés désire s'investir	Faible	- Faible utilisation de la ligne de financement ; - Retard dans l'émergence de la filière	Faible Moyenne	A A

3.4.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Les activités réalisées vont dans le sens de l'atteinte du résultat attendu.
Efficience	A	Les activités réalisées n'ont pas engagé de ressources financières.
Durabilité	B	Les activités s'inscrivent dans un processus dont la finalité est durable.
Pertinence	A	Les activités réalisées sont en cohérence avec l'objectif du projet.

3.4.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire du résultat 2 du projet est présentée dans le tableau ci-après :

BUDGET TOTAL	Prévision 2011	dépenses au 31 décembre 2011	Solde 2011	Taux d'exéc. Budget 2011 en %	Solde Budget Total	Taux d'exéc. Budget total en %
433 000 €	12 000	-	12 000	0	433 000	0
284 029 381 FCFA	7 871 484		7 871 484		284 029 381	

3.4.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Période d'exécution
Réviser le DTF	3.4.2 Bilan activités	UAC	1er trimestre 2012

3.5 Résultat 3

3.5.1 Indicateurs

Résultat 3 : La filière est renforcée en termes de structuration, de capacités des institutions de soutien de la filière et d'articulation entre les acteurs						
Indicateurs	**Valeur 'Baseline'**	**Progrès année N-1**	**Progrès année N**	**Valeur Cible année N**	**Valeur cible**	**Commentaires**
Les institutions de soutien sont professionnalisées et opérationnelles						Les indicateurs seront validés lors de l'étude baseline.
Les cadres de concertation jouent pleinement leurs rôles						
Un cadre rassemblant les intervenants de la filière aquacole (interprofessionnelle) existe et est fonctionnel						

3.5.2 Bilan activités

La mise en œuvre des activités relatives au résultat 3 a porté essentiellement sur :

- L'évaluation des besoins en formation des agents (novembre – décembre 2011). En vue de la pérennisation de la base de données, l'agent chargé du suivi – évaluation de la DRP et 1 agent du bureau des statistiques de la DNP ont été retenu pour suivre une formation de formateurs en cartographie et GPS. Aussi, deux thèmes prioritaires (construction d'étangs et alevinage Clarias) ont été identifiés et seront dispensés aux agents pour renforcer leurs capacités techniques de faire face aux nombreuses sollicitations ;

- Le renforcement des capacités d'intervention de la Direction Régionale de la Pêche (novembre 2011); 2 véhicules et 15 motos Yamaha DT ont été affectés au personnel. Tous les agents de terrain sont dotés de moyens de déplacement et bénéficient d'appuis liés au fonctionnement.

- L'identification de noyaux d'accompagnateurs pour pallier l'insuffisance du personnel DRP sur le terrain (novembre – décembre 2011). Des personnes ressources provenant des ONG, bureaux d'études, groupements ont été identifiées au niveau de chaque cercle et seront mises à contribution en cas de besoin pour la réalisation d'activités spécifiques (par exemple, recensement de plans d'eau). En contrepartie, ces personnes bénéficieront de toutes les formations techniques qui seront dispensées aux agents de la DRP.
- L'élaboration d'un projet de protocole de collaboration avec la Direction Régionale de la Pêche.

- La CRA a bénéficié d'un appui en matière de rapportage, de planification et d'élaboration de budget.

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
A03.01. Appui à la Direction Régionale de la Pêche et services déconcentrés de la pêche		B			
A03.02. Appui à la Chambre Régionale d'Agriculture		B			
A 03.03 Appuis aux Collectivités Territoriales dans leur rôle de coordination/planification		B			
A 03.04 Appui à l'émergence d'une offre de services professionnels en aquaculture		B			

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le résultat tangible concerne le renforcement des capacités d'intervention de la DRP sur le terrain. D'importants moyens logistiques composés de deux véhicules et 15 motos Yamaha DT ont été mis à la disposition de la DRP y compris le fonctionnement lié à l'investissement. Ceci a permis aux agents d'être beaucoup plus opérationnels sur le terrain.

Les personnes ressources des ONG et bureaux d'études qui vont bénéficier de formations dans le cadre des noyaux accompagnateurs constituent le début d'une offre de service professionnel.

Ces réalisations contribuent à l'atteinte du résultat et de l'objectif du projet.

3.5.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Les opérateurs privés n'éprouvent pas la nécessité de se structurer	Faible	Difficulté d'offrir des services	Moyen	A
Les acteurs de la filière ne trouvent pas un intérêt à une meilleure articulation	Moyenne	Difficultés de création d'une inter profession	Moyen	B

3.5.5 Critères de qualité

Critères	**Score**	**Commentaires**
Efficacité	B	Les activités réalisées vont dans le sens de l'atteinte du résultat attendu.
Efficience	A	Les coûts engagés sont en adéquation avec les résultats obtenus.
Durabilité	B	Les résultats sont durables.
Pertinence	A	Les activités réalisées sont en cohérence avec l'objectif du projet.

3.5.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire du résultat 3 du projet est présentée dans le tableau ci-après :

BUDGET TOTAL	Prévision 2011	dépenses au 31 décembre 2011	Solde 2011	Taux d'exéc. Budget 2011 en %	Solde Budget Total	Taux d'exéc. Budget total en %
212 300 €	107 500	89 532	17 968	**83,29**	122 768	**42,17**
139 259 671 FCFA	70 515 378	58 729 208	11 786 170		80 530 463	

3.5.7 Recommandations

Pas de recommandations dans la mesure où les activités sont dans les délais. Les appuis à la DRP sont pour la plupart mis en place et ceux au bénéfice de la CRA et des Collectivités Territoriales sont prévus pour l'année 2 du projet.

3.6 Résultat 4

3.6.1 Indicateurs

Résultat 4: La gestion des connaissances de la filière aquacole est renforcée, capitalisée et diffusée						
Indicateurs	**Valeur 'Baseline'**	**Progrès année N-1**	**Progrès année N**	**Valeur Cible année N**	**Valeur cible**	**Commentaires**
Un SIG sur la région de Sikasso existe et permet d'accéder aux informations géographiques et une base de données sur la filière aquacole est fonctionnelle						Les indicateurs seront validés lors de l'étude baseline
Supports didactiques existent et la diffusion de l'information est pertinente et effective						
Des innovations issues du programme de recherche-action sont diffusées et apportent des plus-values aux acteurs de la filière						

3.6.2 Bilan activités

Les principales activités réalisées au niveau du résultat 4 sont :

- Création et alimentation d'un fichier répertoire des plans d'eau (mares, retenues, bancotières et étangs) – octobre-décembre;
- Création et alimentation d'un fichier répertoire des prestataires de services (novembre);
- Sélection d'un prestataire pour la formation des formateurs en cartographie et GPS (novembre – décembre);
- Réalisation d'un programme d'information sur le projet dans les 7 cercles (octobre – novembre);
- Élaboration des TDR et lancement du marché pour l'étude baseline (octobre – décembre).

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
A04.01. Établissement de référentiels technico-économiques adaptés pour l'aquaculture extensive, intensive et pour les activités économiques de la filière			C		Le retard accusé sera résorbé dans le cadre d'une nouvelle programmation suite au réajustement du DTF.
A04.02. Établissement d'une base de données géographiques (SIG) sur l'ensemble de la région des sites aménageables au niveau de la pisciculture extensive			C		
A04.03. Mise en place d'un dispositif de collecte, de suivi et de traitement des données			C		
A04.04. Élaboration d'un plan de communication sur la promotion de la		B			

filière aquacole					
A04.05. Développement d'un programme de recherche-action autour d'innovations et d'améliorations de la filière aquacole			C		Un pisciculteur a été identifié à Loulouni (cercle de Kadiolo) pour la réalisation d'un essai de pisciculture associée à l'aviculture. Le retard accusé sera résorbé dans le cadre d'une nouvelle programmation suite au réajustement du DTF

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Le projet s'est doté de deux fichiers répertoires. La formation des formateurs en cartographie et GPS concernera outre le responsable du suivi/évaluation & SIG du projet, un agent de la Direction Régionale de la Pêche de Sikasso et un agent de la Direction Nationale de la Pêche qui sont tous deux impliqués dans les systèmes de suivi/évaluation de leurs Directions respectives.

Des outils de collecte de données sont disponibles et utilisés sur le terrain par les agents de la DRP dans le cadre de l'identification des opérateurs privés et des enquêtes préliminaires.

La réalisation de ces progrès va dans le sens de l'atteinte du résultat attendu et de l'objectif du projet.

3.6.4 Risques et hypothèses

Risque (décrire)	Probabilité (score)	Incidences potentielles		Niveau de Risque (score)
		Décrire	Score	
Les documents de vulgarisation ne répondent pas aux attentes des bénéficiaires.	Faible	Les itinéraires techniques ne sont pas maîtrisés par les bénéficiaires.	Élevée	B
Le projet ne réussit pas à identifier des privés qui collaborent au programme d'appui à l'innovation et recherche-action.	Faible	Les essais non validés sur le terrain	Faible	A
Les infrastructures de l'ODRS ne sont pas fonctionnelles pour y réaliser des essais et des recherches-action.	Élevé	Retard dans la mise en œuvre des projets de recherches-action.	Élevée	D

3.6.5 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	B	Les activités réalisées vont dans le sens de l'atteinte du résultat attendu.
Efficience	A	Les coûts engagés sont en adéquation avec les résultats obtenus.
Durabilité	B	Les résultats s'inscrivent dans la durabilité.
Pertinence	A	Les activités réalisées sont en cohérence avec l'objectif du projet.

3.6.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire du résultat 4 du projet est présentée dans le tableau ci-après :

BUDGET TOTAL	Prévision 2011	dépenses au 31 décembre 2011	Solde 2011	Taux d'exéc. Budget 2011 en %	Solde Budget Total	Taux d'exéc. Budget total en %
1 109 174 €	236 174	12 287	223 887	**5,20**	1 096 887	**1,11**
727 570 450 FCFA	154 919 989	8 059 744	146 860 245		719 510 706	

3.6.7 Recommandations

Recommandations	Source	Acteur	Période d'exécution
Identifier d'autres infrastructures pour la recherche-action	3.6.4 Risques et hypothèses	UAC	2ème trimestre 2012

4 Thèmes Transversaux

4.1 Genre

La dimension genre est prise en compte dans le cadre de la mise en œuvre du PRODEFA. Au sein du staff administratif et technique de l'Unité d'Appui et de Coordination du projet, les femmes représentent 37% du personnel.

Au niveau de la filière aquacole, elles constituent l'essentiel des acteurs des maillons transformation et commercialisation.

Une discrimination positive à l'endroit des femmes et des jeunes sera faite dans l'instruction des demandes de financement

L'étude baseline permettra de déterminer avec précisions les indicateurs concernant la prise en compte du genre dans les activités du projet.

4.2 Environnement

Les questions environnementales sont prises en compte dans les dossiers des études de faisabilité des sites. En plus des aspects socioéconomiques et techniques, ces études comprendront une étude d'impact environnemental.

En outre, toutes les infrastructures qui seront réalisées prendront en compte l'impact environnemental et les mesures d'atténuation, le cas échéant.

Le projet, pour la gestion des questions environnementales, travaillera en étroite collaboration avec l'Agence pour l'Environnement et le Développement Durable (AEDD) et la Direction Régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et Nuisances (DRACPN) de Sikasso.

5 Décisions prises par la SMCL & Suivi

Décisions	Source	Acteur	Délai d'exécution	État
Mettre en place le personnel du projet au plus tard en septembre 2011	SMCL du 27 mai	DNP/CTB	-	Sur un effectif total de 11 agents, 9 sont en place. Il reste à recruter l'Assistant technique spécialiste en aquaculture et le Conseiller chargé d'appui à la CRA et au secteur privé (82% d'exécution)
Inscrire au budget 2012 les travaux des bureaux DRP	SMCL du 27 mai	DNP	-	Au titre de l'exercice 2012, 150 millions de FCFA sont inscrits sur le BSI
Diligenter la mise en place du personnel PRODEFA	SMCL du 05 août	DNP/CTB	-	Sur un effectif total de 11 agents, 10 sont en place. Il reste à recruter l'Assistant technique spécialiste (91% d'exécution)
Élargir la SMCL au DRP et à un représentant des associations socioprofessionnelles de l'aquaculture	SMCL du 05 août	DNP	Pour les prochaines SMCL	Entièrement exécutée
Procéder au lancement officiel du PRODEFA dans le cadre des festivités du 22 septembre 2011	SMCL du 05 août	UAC		Entièrement exécutée. Le lancement officiel a eu lieu le 24 septembre 2011
Procéder au recrutement au niveau national du spécialiste en aquaculture suite à l'échec du recrutement d'un ATI spécialiste en aquaculture	SMCL du 05 août	CTB	-	Le recrutement au niveau national n'a pas abouti. Le processus s'est poursuivi au niveau régional. L'Assistant Technique Régional retenu prendra fonction au 1er trimestre 2012
Identifier et former en alevinage des opérateurs privés	SMCL du 05 août	UAC/DRP	-	7 opérateurs ont été identifiés. Ils seront formés et équipés en matériels de production d'alevins de Clarias.
Mise à disposition d'équipements de transport et de viviers en dur au niveau des sites d'alevinage	SMCL du 05 août	UAC/DRP	-	Partiellement exécutée : un camion est déjà disponible et il sera remis en état
Soumettre des dossiers de demande de bourse auprès de la CTB	SMCL du 05 août	DNP	-	Non exécuté
Suivre le dossier de l'arrêté portant exonération du PRODEFA et de celui portant création de la SMCL	SMCL du 05 août	UAC	-	Le projet d'arrêté d'exonération a été transmis pour dispositions de signature au MEP par lettre n°3050/MEP-SG du 19/01/12

6. Leçons Apprises

Leçons apprises	Public cible
Le recrutement du personnel s'est étalé sur toute l'année 1 du projet	CTB et partenaires
Au terme de cette première année du projet, il est apparu nécessaire de procéder à un ajustement du DTF en vue, d'une part de résorber le retard accusé dans le démarrage des activités sur le terrain et d'autre part, rendre l'intervention plus efficace	UAC/SMCL
La situation de référence est nécessaire pour tous les projets. Habituellement réalisée en année 1 du projet, elle permet de mesurer les progrès réalisés par le projet.	UAC

7. Annexes

7.1 Cadre Logique

	Logique interne	IOV	Sources de vérification	Hypothèses
OG	La **sécurité alimentaire** et le **développement économique** de la région de Sikasso par la promotion des filières aquacoles sont améliorés durablement	A l'échelle d'une région, il est difficile d'appréhender et surtout de vérifier objectivement l'impact du projet. Il sera cependant intéressant dans le cadre du base-line et des évaluations à mi-parcours et finale de se pencher sur les données socio-économique et de sécurité alimentaire (PAM, FEWS-NET, FAO, CILSS) au niveau de la région de Sikasso.		
OS	Des conditions favorables à l'augmentation, à la valorisation et à la commercialisation des productions aquacoles, sont mises en place.	Les quantités de poisson produites par les mares, les plans d'eau et les piscicultures ont augmenté de manière significative et durable Le nombre d'opérateurs privés actifs dans la filière aquacole augmente Les acteurs de la filière, en particulier les producteurs, améliorent leurs revenus	Base line Rapport d'évaluation interne du projet Statistique de la DRP au niveau des captures et des marchés. Rapport des enquêtes socio-économiques dans le cadre du suivi/évaluation interne.	La pluviométrie dans la région de Sikasso reste sensiblement la même que les 10 dernières années. La volonté de l'État de développer le secteur aquacole est maintenue
R1	Le potentiel aquacole des mares et plans d'eau est davantage valorisé pour la pisciculture extensive	La superficie mise en valeur pour l'aquaculture extensive a augmenté de manière significative Les rendements par ha augmentent	Base line, évaluation interne du projet. Rapports des PDESC Document de gestion comptable des comités de gestion des mares et plans d'eau Rapports des AP et SLP	Les parties prenantes dans la gestion des mares et plans d'eau s'accordent sur leurs modes de gestion Les communes trouvent les ressources propres pour financer leur contre-partie Les ressources humaines minimales sont déployées au niveau de la DRP

	Logique interne	IOV	Sources de vérification	Hypothèses
R2	Des conditions optimales pour l'émergence d'une filière professionnelle sont mises en place y compris en pisciculture intensive	Nombre d'opérateurs intervenant dans la filière Le degré de satisfaction des opérateurs Les opérateurs dans la filière améliorent leur accès au crédit	Rapport d'activité de la CRA. Suivi des opérateurs dans la filière Base line évaluation interne et rapport du projet Statistique de la DRP au niveau des captures et des marchés. Rapport du comité de crédit	Le projet et la CRA opèrent un mauvais casting des opérateurs privés Un minimum d'opérateurs privés désire s'investir
R3	La filière est renforcée en terme de structuration, de capacités des institutions de soutien de la filière et d'articulation entre les acteurs	Les institutions de soutien sont professionnalisées et opérationnelles Les cadres de concertation jouent pleinement leurs rôles Un cadre rassemblant les intervenants de la filière aquacole est fonctionnel	Rapport de l'enquête de satisfaction des institutions de soutien et des bénéficiaires Rapport d'évaluation interne et externe PV des réunions des coopératives, des associations faîtières, de l'interprofessionnelle. Rapport d'activité de la CRA	Les opérateurs économiques éprouvent la nécessité de se structurer Les acteurs de la filière trouvent un intérêt à une meilleure articulation
R4	La gestion des connaissances de la filière aquacole est renforcée, capitalisée et diffusée	Un SIG sur la région de Sikasso existe et permet d'accéder aux informations géographiques et une base de données sur la filière aquacole est fonctionnelle Supports didactiques existent et la diffusion de l'information est pertinente et effective Des innovations issues du programme de recherche-action sont diffusées et apportent des plus-values aux acteurs de la filière	CD-Rom, base de données, back-up Rapport d'activités de la DRP/DNP Brochures techniques et de vulgarisation, posters, vidéo Rapport des enquêtes socio-économiques dans le cadre du suivi/évaluation interne Rapports techniques, mémoires, thèses, publications	Les documents de vulgarisation répondent aux attentes des bénéficiaires. Le projet identifie des privés qui collaborent au programme d'appui à l'innovation et recherche-action. Les infrastructures de l'ODRS sont fonctionnelles pour y réaliser des essais et des recherches-action.

	Logique interne	Moyens	Budget FCFA
A01.01	Actions de pisciculture artisanale communale	Protocole de collaboration sera établi avec le PACT/GTZ Convention est signée entre la commune et le projet Investissements de départ (viviers et empoissonnement)	61 004 001
A01.02	Renforcement des capacités techniques des acteurs et accompagnement des structures de gestion des sites aménagés	Contrat de service pour l'assistance à la Maîtrise d'Ouvrage Contrat de service pour les formations en gestion/organisation	236 144 520
A01.03	Études de faisabilité socio-économique, environnementale et technique des 40 sites identifiés	Contrat de service avec un bureau d'étude et de contrôle Organisation d'un atelier de validation	219 417 617
A01.04	Aménagement des sites favorables identifiés	Convention avec AGETIER Convention entre les Collectivités (Cercle) et AGETIER	1 015 093 458
A02.01	Identification des promoteurs privés (production aquacole intensive, production d'alevins, commercialisation, transformation et production d'aliments aquacoles,…)	Assistance technique internationale et nationale Collaboration avec CRA Prestataires privés	16 398 925
A02.02	Réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique par porteur de projet	Contrat de service pour l'accompagnement des porteurs de projet Évaluation du prestataire par la CRA en collaboration avec l'UAC	32 797 850
A02.03	Mise en place des fonds d'appui	Convention avec un organisme de crédit Convention tri - partite bénéficiaire-IMF-UAC pour chaque crédit	198 099 014
A02.04	Appui/conseils en installation, gestion technique et financière	Contrat de service pour l'appui/conseil en gestion	36 733 592
A 03 01	Appui à la DRP et services dans l'exercice de ses missions	Véhicules et équipements Mise en œuvre du plan de formation	77 468 522

	Logique interne	Moyens	Budget FCFA
A 03 02	Appui à la CRA	Véhicules et équipements Mise en œuvre du plan de formation	29 386 874
A 03 03	Appuis aux collectivités territoriales	Budget pour organisations de concertations	13 775 097
A03.04	Emergence d'une offre de services professionnels	Organisation de formations, élaboration de manuels, échanges et bourses	18 629 179
A04.01	Établissement de référentiels technico-économiques adaptés pour l'aquaculture extensive, intensive et pour les activités économiques de la filière	Convention avec l'IER et/ou Université et/ou prestataires	26 238 280
A04.02	Établissement d'une base de données géographiques (SIG) sur l'ensemble de la région des sites aménageables au niveau de la pisciculture extensive	Formation théorique et pratique des agents de terrain	41 981 248
A04.03	Mise en place d'un dispositif de collecte, de suivi et de traitement des données	Formation théorique et pratique des agents de terrain	29 846 044
A04.04	Élaboration d'un plan de communication sur la promotion de la filière aquacole	Protocole de collaboration établi avec le PACT/GTZ pour la mise en commun de ressources pour l'édition de manuel de référence ou de vulgarisation Contrat de service pour développer un plan de communication	49 196 775
A04.05	Développement d'un programme de recherche-action autour d'innovations et d'améliorations de la filière aquacole	Protocole de collaboration établi avec le PACT/GTZ Convention IER-DRP-CTB et IER-DRP-ODRS-CTB	285 127 453

7.2 Activités M&E

Les activités M&E ont essentiellement porté sur la tenue de 2 réunions de la SMCL :

- La première réunion le 27 mai 2011 à Bamako ;
- La deuxième réunion le 05 août 2011 à Sikasso.

7.3 Rapport “Budget versus actuels (y – m)”

				Mode d'exécution	BUDGET TOTAL EN CFA	Dépenses antérieures	Dépenses au 31 décembre 2011 en FCFA	Cumul des dépenses	Ecart	Taux d'exécution budget total (%)
A			**Objectif spécifique (part) 1**		**2 682 519 097**		**69 265 779**	**69 265 779**	**2 613 253 317**	**2**
R	*01*		*Le potentiel aquacole des mares et plans d'eau est davantage valorisé pour la pisciculture extensive*		*1 531 659 595*		*2 476 828*	*2 476 828*	*1 529 182 767*	*0.1*
A	01	01	Mise en œuvre actions de pisciculture artisanale	cogestion	61 004 001		2 476 828	2 476 828	58 527 173	
A	01	02	Renforcement des capacités techniques des acteurs	cogestion	236 144 520		0	-	236 144 520	
A	01	03	Etudes de faisabilité des 42 sites identifiés	cogestion	0		0	-	-	
A	01	04	Aménagement des sites favorables identifiés	cogestion	1 015 093 458		0	-	1 015 093 458	
A	01	05	Etudes de faisabilité des 42 sites identifiés	régie	219 417 617		0	-	219 417 617	
A	01	06	Etudes de faisabilité de nouveaux sites + APD/DAO (en vue phase 2)		0		0	-	-	
R	*02*		*Des conditions optimales pour l'émergence d'une filière professionnelle sont mises en place*		*284 029 381*		*0*	*0*	*284 029 381*	*0*
A	02	01	Identification des promoteurs privés	cogestion	16 398 925		0	-	16 398 925	
A	02	02	Réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique par porteur de projet	cogestion	32 797 850		0	-	32 797 850	
A	02	03	Mise en place des lignes de financement	cogestion	198 099 014		0	-	198 099 014	
A	02	04	Appui/conseils en installation, gestion technique et financière	cogestion	36 733 592		0	-	36 733 592	
R	*03*		*La filière est renforcée en terme de structuration, de capacités des institutions de soutien de la filière et d'articulation entre les acteurs*		*139 259 671*		*58 729 208*	*58 729 208*	*80 530 463*	*1.5*
A	03	01	Appui à la DRP et services déconcentrés dans l'exercice des missions	cogestion	16 726 904		0	-	16 726 904	
A	03	02	Appui à la Chambre Régionale Agriculture	cogestion	29 386 874		0	-	29 386 874	
A	03	03	Appui aux Collectivités Territoriales dans leur rôle de coordination/planification	cogestion	13 775 097		0	-	13 775 097	

A	03	04	Appui à l'émergence d'une offre de services professionnelles	cogestion	18 629 179		382 003	382 003	18 247 176	
A	03	05	Appui à la DRP et services déconcentrés dans l'exercice des missions- achat véh. & équip. inform.	régie	60 741 618		58 347 205	58 347 205	2 394 414	
A	03	06	Appui à la DRP et services déconcentrés dans l'exercice des missions		0		0	-	-	
R	*04*		*La gestion des connaissances de la filière aquacole est renforcée, capitalisée et diffusée*		*727 570 450*		*8 059 744*	*8 059 744*	*719 510 706*	*0.2*
A	04	01	Etablissement de référentiels technico-économiques	cogestion	26 238 280		0	-	26 238 280	
A	04	02	Etablissement d'une base de données géographiques (SIG)	cogestion	41 981 248		0	-	41 981 248	
A	04	03	Mise en place d'un dispositif de collecte, de suivi et de traitement des données	cogestion	29 846 044		0	-	29 846 044	
A	04	04	Elaboration d'un plan de communication sur la promotion de la filière aquacole	cogestion	49 196 775		6 553 666	6 553 666	42 643 109	
A	04	05	Développement d'un programme de recherche-action autour d'innovations	régie	580 308 103		1 506 077	1 506 077	578 802 026	
X			**Réserve budgétaire (max 5% * total activités)**		**67 563 571**		**0**	**-**	**67 563 571**	
X	*01*		*Réserve budgétaire*		*67 563 571*		*0*	*0*	*67563571*	
X	01	01	Réserve budgétaire COGESTION	cogestion	65 595 700		0	-	65 595 700	
X	01	02	Réserve budgétaire régie	régie	1 967 871		0	-	1 967 871	
Z			**Moyens généraux**		1 218 457 182		206 786 181	206 786 181	1 011 671 002	5.2
Z	*01*		*Frais de personnel* *Basée sur la grille de CTB-RES Mali du 23/06/2009*		*746 551 221*		*93 613 381*	*93 613 381*	*652 937 840*	*2.4*
Z	01	01	Assistant technique	régie	491 967 750		71 934 659	71 934 659	420 033 091	
Z	01	02	Responsable national	cogestion	59 036 130		4 650 735	4 650 735	54 385 395	
Z	01	03	Responsable Administratif et Financier	régie	31 781 117		5 597 937	5 597 937	26 183 180	
Z	01	04	Equipe finance et administration	cogestion	25 582 323		3 896 385	3 896 385	21 685 938	
Z	01	05	Equipe technique	cogestion	102 722 866		6 138 446	6 138 446	96 584 421	
Z	01	06	Autres frais de personnel	cogestion	35 461 035		1 395 221	1 395 221	34 065 815	
Z	01	7	Assurances santé/personnel Prodefa	régie	**0**		**0**	**-**	**-**	

Z	*02*		*Investissements*		*92 161 959*		*81 336 044*	*81 336 044*	*10 825 914*	*2.1*
Z	02	01	Véhicules	régie	48 868 797		45 369 266	45 369 266	3 499 531	
Z	02	02	Equipement bureau	régie	28 206 151		24 484 907	24 484 907	3 721 244	
Z	02	03	Equipement IT	régie	12 463 183		8 665 192	8 665 192	3 797 991	
Z	*03*		*Frais de fonctionnement*		***272 018 152***		**27 348 041**	**27 348 041**	***244 670 111***	**0.7**
Z	03	01	Loyer du bureau	cogestion	19 022 753		1 883 253	1 883 253	17 139 500	
Z	03	02	Services et frais de maintenance	cogestion	16 800 371		2 569 921	2 569 921	14 230 449	
Z	03	03	Frais de fonctionnement des véhicules	cogestion	142 342 669		6 248 646	6 248 646	136 094 023	
Z	03	04	Télécommunications	cogestion	34 136 002		4 831 123	4 831 123	29 304 879	
Z	03	05	Fournitures de bureau	cogestion	18 109 661		3 031 177	3 031 177	15 078 484	
Z	03	06	Missions	cogestion	13 654 401		5 613 024	5 613 024	8 041 377	
Z	03	07	Frais de représentation et de communication externe	cogestion	3 413 600		1 290 923	1 290 923	2 122 677	
Z	03	08	Formation	cogestion	-		0	-	-	
Z	03	09	Frais de consultance - gestion	cogestion	17 054 882		0	-	17 054 882	
Z	03	10	Frais financiers	cogestion	655 957		123 976	123 976	531 981	
Z	03	11	Frais TVA	cogestion	-		0	-	-	
Z	03	12	Autres frais de fonctionnement	cogestion	6 827 856		1 755 997	1 755 997	5 071 860	
Z	03	13	Assurance RC et Dégâts matériels/Bureaux Prodefa	régie	**-**		**0**	**-**	**-**	
Z	*04*		*Audit et Suivi et Evaluation*		***107 725 850***		**4 488 714**	**4 488 714**	***103 237 136***	**0.1**
Z	04	01	Frais de suivi et évaluation	régie	33 460 367		4 488 714	4 488 714	28 971 653	
z	04	02	Assment partenaires	régie	3 279 785		0	-	3 279 785	
Z	04	03	Audit	régie	35 162 575		0	-	35 162 575	
Z	04	04	Base line, revue annuelle et appuis	régie	25 582 323		0	-	25 582 323	
Z	04	05	Backstopping		10 240 801		0	-	10 240 801	
TOTAL					**3 968 539 850**		**276 051 960**	**276 051 960**	**3 692 487 890**	**7**

7.4 Bénéficiaires

a) **Les populations au niveau des communes :** Les populations des communes qui bénéficieront d'une valorisation de leurs mares et marigots sont des bénéficiaires directs de l'intervention. Les retombées concerneront la disponibilité de poisson au niveau local, la génération de revenus via les recettes de commercialisation et de transformation, la possibilité de financer des activités sociales (écoles, dispensaires, puits, pistes rurales). Le projet portera une attention particulière aux femmes, impliquées notamment au niveau de la commercialisation et de la transformation. Pour les communes bénéficiant de nouvelles infrastructures (retenues d'eau), des retombées indirectes positives sont attendues au travers du développement du maraîchage et de l'élevage.

b) **Opérateurs privés actifs dans la filière aquacole :** Les opérateurs privés actifs dans la filière sont principalement : les producteurs piscicoles, les transformateurs, mareyeurs et commerçants actifs dans la commercialisation et le transport du poisson, les producteurs d'alevins, les producteurs d'aliments. Les opérateurs privés actifs dans la commercialisation bénéficieront directement de l'augmentation de la production à l'échelle de la région.

Une discrimination positive est portée (1) aux organisations d'économie sociale constituées avec une finalité de services aux membres (2) aux activités susceptibles de soulager le travail des femmes ou d'améliorer leurs revenus.

c) **Les Collectivités territoriales :** Les CT bénéficieront d'infrastructures nouvelles. Elles devraient augmenter leurs recettes fiscales au travers de l'amélioration du fonctionnement des structures en délégation de gestion (c'est déjà le cas dans les communes bénéficiant d'un appui du PACT qui récupèrent une dizaine de pourcent des recettes liées aux pêches).

d) **Les partenaires techniques et institutionnels :** Les différents partenaires techniques et institutionnels (DRP, DRGR, CRA) appuyés par le projet bénéficieront d'équipements, de moyens de fonctionnement et de renforcement des capacités. Ces acteurs gagneront en crédibilité vis-à-vis des populations et vis-à-vis de la structure administrative et politique s'ils assument correctement leurs missions.

7.5 Planification opérationnelle Q1-2012

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
Résultat 1: Le potentiel aquacole des mares et plans d'eau est davantage valorisé pour la pisciculture extensive										
A01.01 Mise en œuvre actions de pisciculture artisanale										
	Elaboration des outils et méthodologies	1		x				SE/SIG	Documents	1 967 871
	Enquêtes préliminaires (empoissonnement sans aménagement)	1	x	x			DRP	ATR	Rapports d'enquêtes	9 183 398
	Ateliers 144 communes									-
	empoissonnement	60		19	41		DRP	ATR	Rapports d'empoissonnement	7 215 527
	Construction de viviers	66	6	19	41		DRP	ATR	PV de réception	12 004 013
	Petits matériels	66	6	19	41			UAC	PV de réception	5 982 328
A01.02 Renforcement des capacités techniques des acteurs										
Formation technique (par DRP sur les sites retenus x 8 visites)	Formation technique (par DRP sur les sites retenus x 8 visites)	528	48	152	328		DRP	ATR	Rapports de visite	480 161

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
Aménagement de viviers + empoissonnement	Aménagement de viviers + empoissonnement									-
Petits matériels	Petits matériels									-
Formation et accompagnement des organes de gestion	Formation technique en pisciculture artisanale	65 (520 personnes)		x					Rapports de formation et de visite	9 052 207
	Formation en comptabilité simple			x						
	Formation en dynamique organisationnelle			x						
	autres									
Appui aux noyaux accompagnateurs de la DRP	appui au fonctionnement									
	formation en construction d'étangs	4		x				ATR	Rapports	3 443 774
	formation en alevinage de clarias	0							Rapports	
	formation en conduite d'élevage en étang	7			X				Rapports	
	formation en production d'alevins de tilapia	7			X				Rapports	
	formation en alimentation de poissons	0							Rapports	

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
	formation en conditionnement et transport de poissons	0							Rapports	
	Autres formations	0								
A01.03 Etudes de faisabilité des 42 sites identifiés	Etudes de faisabilité des 42 sites identifiés									
A01.04 Aménagement des sites favorables identifiés										
	travaux	8		2		6		ATR	PV de réception	262 382 800
	Frais de gestion (3 cabinets privés sur 42 sites)	3		x		x			Contrats et rapports de prestation	7 871 484
	Contrepartie Communes (-3%)/FCFA	-7 871 484		-1 967 871		-5 903 613		ATR	Bordereaux de versement	7 871 484
	Suivi par la DRP	24		6		18	DRP		Rapports de mission	40 013
	Suivi par la DRGR	32		8		24	DRGR		Rapports de mission	1 960 000
	atelier de validation									

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
A01.05 Etudes de faisabilité des 42 sites identifiés										
	Supervision étude de faisabilité DRP	3		3			DRP	ATR	Rapports de supervision	901 941
	Supervision étude de faisabilité DRGR	**3**		**3**			DRGR		Rapports de supervision	2 049 866
	Etudes de faisabilité socio-économique, + APD/DAO	**1**		**1**					Rapport d'études/APD/DAO	65 595 700
A01.06 Etudes de faisabilité de nouveaux sites + APD/DAO (en vue phase 2)	Etudes de faisabilité de nouveaux sites + APD/DAO (en vue phase 2)									
	Supervision études de faisabilité -DRP	1		x		x	DRP	ATR	Rapport de supervision	187 604
	études de faisabilité technique et socio - économique (APD + DAO)	1		x		x	DRGR		Rapports d'études/APD/DAO	7 750 132
	atelier de validation	1				x			Comptes rendu	983 936

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
Résultat 2 : Des conditions optimales pour l'émergence d'une filière professionnelle sont mises en place										
A02.01 Identification des promoteurs privés										
Prestations en appui à la définition de la filière	Prestations en appui à la définition de la filière	1		1			Bureau d'études		Rapport d'études	3 279 785
Tournées dans les 7 cercles	Tournées dans les 7 cercles	7			7		CRA	Conseiller CRA et secteur privé	Rapports de tournées	3 279 785
A02. 02 Réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique par porteur de projet										
Des porteurs de projet sont encadrés pour études de faisabilité	Des porteurs de projet sont encadrés pour études de faisabilité	10		3	3	4	Prestataires	Conseiller CRA et secteur privé	Contrats de prestation/Dossiers de projets	3 279 785
A02. 03 Mise en place des lignes de financement										
	Etudes pour mise en place	1		1			Prestataires	Conseiller CRA et secteur privé	Rapport d'étude	2 492 637

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
	Mise en place des fonds d'appui									-
	Fonds d'appui à l'investissement (pour les communes)	1		1			Prestataires	Conseiller CRA et secteur privé	Contrat avec institution financière	16 398 925
	Fonds de garantie (pour les opérateurs privés)	1		1			Prestataires	Conseiller CRA et secteur privé	Contrat avec institution financière	26 238 280
A02. 04 Appui/conseils en installation, gestion technique et financière										
	Suivi technique (4 suivis par porteur de projet)	40		12	12	16	Prestataires	Conseiller CRA et secteur privé	Rapports de mission	2 623 828
	Des porteurs de projet suivi par un prestataire privé	10		3	3	4	Prestataires	Conseiller CRA et secteur privé	Contrats de prestation/Rapports de suivi	2 623 828
	Visites d'échanges / Ateliers / Séminaires	1				1		ATR	Rapports de visite	1 311 914
	Formation du personnel Prodefa	2			1	1	Prestataires	RAF	Rapport de formation/Nombre de personnes formées	1 311 914

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
Résultat 3 : La filière est renforcée en terme de structuration, de capacités des institutions de soutien de la filière et d'articulation entre les acteurs										
A03.01 Appui à la DRP et services déconcentrés dans l'exercice des missions	**Transférée en A03.06**									
	Appui au fonctionnement DRP									-
Formations et Ateliers pour mises à niveau	Formation en construction d'étangs									-
	Formation en alevinage de Clarias									-
	Formation en conduite d'élevage en étangs									

	Formation en production d'alevins de Tilapia									

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
	Formation en alimentation de poissons									-
	Formation en conditionnement et transport de poissons									-
	Formation en montage de projets de pisciculture	0								-
	Appui installation d'écloseries artisanales	0								-
	Autres formations									-
	appui point focal/DRP/DNP à Bamako									-

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
A03.02 Appui à la Chambre Régionale Agriculture										
	Equipement informatique et moyens de communication	2 ordinateurs+ accessoires		x				RAF	PV de remise	1 574 297
	Diagnostic et plan de formation	1		1			Prestataires	Conseiller CRA et secteur privé	Rapport d'étude	3 149 906
Formations	formation en construction d'étangs	8			8		Prestataires	ATR	Rapports	7 500 212
	Formation sur la mission et les rôles des élus CRA dans l'organisation de la filière aquacole	29		29			Prestataires	Conseiller CRA et secteur privé	Rapports	
	Formation en planification et élaboration des budgets	10		10			Prestataires	Conseiller CRA et secteur privé	Rapports	
	Autres formations									

	Soutiens pour activités d'appui aux associations (FCFA)	6 122 047		2 040 682	2 040 682	2 040 683	CRA	Conseiller CRA et secteur privé	Rapports d'activités	6 122 047
	Soutiens pour mise en place interprofession (FCFA)	2 623 828		874 609	874 609	874 610	CRA	Conseiller CRA et secteur privé	Rapports d'activités	2 623 828
Activités	**Sous - Activités**	**PREVISION TOTALE**	**PERIODE D'EXECUTION**				**Responsable activité**	**Responsable au sein de l'UAC**	**Moyens/sources de vérification**	**Budget prévisionnel (F CFA)**
			T 1	**T 2**	**T 3**	**T 4**				
A03.03 Appui aux Collectivités Territoriales dans leur rôle de coordination/planification										
	Appuis divers (déplacements, ..)									-
	Cadres de concertation	21		7	7	7	CT	Conseiller CRA et secteur privé	Comptes rendu	3 443 774
A03.04 Appui à l'émergence d'une offre de services professionnelles										
	Conception matériel pédagogique									-
Formations	Formation en construction d'étangs	18		18			Prestataires	ATR	Rapports	2 295 850

	Formation en alevinage de Clarias	14			14		Prestataires	ATR	Rapports	
	Formation en conduite d'élevage en étangs	8		8			Prestataires	ATR	Rapports	
	Formation en production d'alevins de Tilapia	8			8		Prestataires	ATR	Rapports	

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
	Formation en alimentation de poissons	8				8	Prestataires	ATR	Rapports	
	Formation en conditionnement et transport de poissons	0							Rapports	
	Formation en montage de projets de pisciculture	7			7		Prestataires	ATR	Rapports	
	Appui à l'installation d'écloseries artisanales	14		14			Prestataires	ATR	PV de remise	
	Stages et bourses	2			1	1	Structures privées	ATR	Rapports de stage	2 361 445

A03.05 Appui à la DRP et services déconcentrés dans l'exercice des missions- achat véh. & équip. inform.										
	Véhicules tout terrain									
	Motos									

Activités	**Sous - Activités**	**PREVISION TOTALE**	**PERIODE D'EXECUTION**				**Responsable activité**	**Responsable au sein de l'UAC**	**Moyens/sources de vérification**	**Budget prévisionnel (F CFA)**
			T 1	**T 2**	**T 3**	**T 4**				
	Matériel et équipement informatique	13 ordinateurs+ accessoires/ 1copieur-fax-scaner/14 GPS/1logiciel Mapinfo		x				RAF	PV de remise	10 232 929
A03.06 Appui à la DRP et services déconcentrés dans l'exercice des missions										

Appui au fonctionnement DRP (FCFA)	Appui au fonctionnement DRP	12 302 474	3 075 619	3 075 619	3 075 618	3 075 618	DRP	RAF	Protocoles de collaboration /Rapports d'activités	12 302 474
	Fonctionnement lié à l'investissement BSI	50 000 000	12 500 000	12 500 000	12 500 000	12 500 000				50 000 000
Formations et Ateliers pour mises à niveau	Formation en construction d'étangs	15				15	Prestataires	ATR	Rapports	11 249 663
	Formation en alevinage de Clarias	7			7		Prestataires	ATR	Rapports	
	Formation en conduite d'élevage en étangs	15			15		Prestataires	ATR	Rapports	
	Formation en production d'alevins de Tilapia	15			15		Prestataires	ATR	Rapports	
Activités	**Sous - Activités**	**PREVISION TOTALE**	**PERIODE D'EXECUTION**				**Responsable activité**	**Responsable au sein de l'UAC**	**Moyens/sources de vérification**	**Budget prévisionnel (F CFA)**
			T 1	**T 2**	**T 3**	**T 4**				
	Formation en alimentation de poissons	7				7	Prestataires	ATR	Rapports	
	Formation en conditionnement et transport de poissons	0					Prestataires	ATR	Rapports	
	Formation en montage de projets de pisciculture	7			7		Prestataires	ATR	Rapports	
	Appui installation d'écloseries artisanales	0								
	Autres formations								Rapports	

	appui point focal/DRP/DNP à Bamako	1		x	X	x	DRP	Responsable National	Acte de nomination	449 987

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
Résultat 4 : La gestion des connaissances de la filière aquacole est renforcée, capitalisée et diffusée										
A04.01 Etablissement de référentiels technico-économiques										
	Collaboration avec l'IER/Université et autres	1			X	x	Partenaires	ATR	Protocoles de collaboration	9 839 355
	reproduction et diffusion des référentiels	3		1	1	1	Prestataires	ATR	Documents	3 279 785
A04.02 Etablissement d'une base de données géographiques (SIG)										
	Achat de logiciel SIG	3	3					RAF	Facture d'achat	8 330 654
	Formation SIG et GPS	18	3	15			Prestataires	SE/SIG	Rapports et attestations de formation	5 834 738
	Achat des GPS	15 GPS dont 14 pour la DRP	15					RAF	Facture d'achat	3 279 785

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
	Frais de mission-déplacement DRP/DRGR pour sites non visité dans l'A01.01									-
A04.03 Mise en place d'un dispositif de collecte, de suivi et de traitement des données										
	Achat des GPS									-
	Frais de mission-déplacement DRP pour collecte de données liées aux activités du projet (FCFA)	7 871 484	1 967 871	1 967 871	1 967 871	1 967 871	DRP	SE/SIG	Protocole de collaboration	7 871 484
A04.04 Elaboration d'un plan de communication sur la promotion de la filière aquacole										
	Expertise externe pour plan de communication	1		1			Prestataires	SE/SIG	Rapport d'étude	6 231 592

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
	Support de communication / brochure / Manuel / vidéo / etc (FCFA)	6 559 570	1 639 893	1 639 893	1 639 892	1 639 892	Prestataires	RAF	Documents/ Films documentaires/Revues/ Cassettes	6 559 570
A04.05 Développement d'un programme de recherche-action autour d'innovations										
Ligne d'appui à l'innovation	essai d'association pisciculture aviculture	2		2			Partenaires	ATR	Protocole d'essai et rapports	6 953 144
	essai de production de spiruline dans un plan d'eau	1			1		Partenaires	ATR	Protocole d'essai et rapports	
	essai de rizi-pisciculture	0							Protocole d'essai et rapports	
	Autres essais									
	Consultances	4 045 943								4 045 943
	AT en pisciculture									83 472 496

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
X Réserve budgétaire (max 5% * total activités)										
	Réserve budgétaire									
	Réserve budgétaire COGESTION									26 238 280
	Réserve budgétaire régie									491 968
Z Moyens généraux										
Z01 Frais de personnel Basée sur la grille de CTB-RES Mali du 23/06/2009										
Z01.01 Assistant technique	Assistant technique									105 002 973
Z01.02 Responsable national	Responsable national									11 807 226
Z01.03 Responsable Administratif et Financier	Responsable Administratif et Financier									6 690 761
Z01.04 Equipe finance et administration	Equipe finance et administration									-
	Comptable gestionnaire									4 707 147
	Secrétaire									2 917 695
	Appui marchés publics infrastructures									5 136 143

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
Z01.05 Equipe technique	Equipe technique									21 253 007
Z01.06 Autres frais de personnel	Autres frais de personnel									-
	3 chauffeurs									5 359 825
	3 gardiens									4 680 253
Z01.07 Assurances santé/personnel Prodefa	Assurances santé/personnel Prodefa									1 500 174
Z02 Investissements										
	Véhicules									-
	Pick-up double cabine 4x4									-
	Motos									-
	Equipement bureau									-
	Equipement IT									-
	Ordinateur PC + onduleur									-
	imprimantes + back up + divers									-

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
	Aménagements du bureau									-
	contruction des bureaaux DRP	100 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000				100 000 000
Z03 Frais de fonctionnement										-
	Loyer du bureau									3 935 740
	Services et frais de maintenance									7 899 690
	Frais de fonctionnement des véhicules									28 862 108
	Télécommunications									6 690 761
	Fournitures de bureau									3 279 785
	Missions									2 676 305
	Frais de représentation et de communication externe									669 076
	Formation									2 623 828
	Frais de consultance - gestion									3 279 785
	Frais financiers									131 191
	Frais TVA									-

Activités	Sous - Activités	PREVISION TOTALE	PERIODE D'EXECUTION				Responsable activité	Responsable au sein de l'UAC	Moyens/sources de vérification	Budget prévisionnel (F CFA)
			T 1	T 2	T 3	T 4				
	Autres frais de fonctionnement									1 338 152
	Assurance RC et Dégats matériels/Bureaux Prodefa									350 280
Z04 Audit et Suivi et Evaluation										-
	Frais de suivi et évaluation									-
	Assment partenaires	3		3				RAF	Rapports	3 279 785
	Audit	1							Rapports	11 643 237
Base line, revue annuelle et appuis	Base line	1		1			Prestataires	SE/SIG	Rapport d'étude	5 247 656
	revue annuelle et appuis	1				1	CTB	Responsables	Rapports	
Z04.05 Backstopping	Backstopping	1	1				CTB	Responsables	Rapports	2 499 196
										1 093 218 937

7.6 Planification annuelle des marchés publics – Mise à jour Q1_2012

No du marché	Intitulé du marché	Brièvе descriptº du marché	Type du marché	Devise	Montant (estimé / réalisé)	Montant euros (estimé / réalisé)	Mode d'exécutº	Code(s) Budgétaire(s)	Fournisseur(s)	Mode de passatº	Etat d'avancement	Remarques	Date(s) / période(s) Preparation Cahier de charges	Date(s) / période(s) Publicatº	Date(s) / Période(s) d'Attributº	Date(s) / Période(s) d'Exécutº	Date(s) / Période(s) Paiement
1	Achat véhicules (4 pick-Up et une voiture)		Biens			70500	Regie	Z_02_01		Procédure négociée	Achat effectué		Q1_2011	Q1_2011	Q1_2011	Q1_2011	Q2_2011
2	Achat équipement bureau		Biens			15000	Regie	Z_02_02		Procédure négociée	Achat effectué		Q2_2011	Q2_2011	Q2_2011	Q2_2011	Q2_2011
3	Achat matériel informatique pour l'UAC		Biens			12000	Regie	Z_02_03		Procédure négociée	A chat effectué		Q1_2011	Q1_2011	Q1_2011	Q2_2011	Q2_2011
4	Baseline, révue annuelle et appuis		Services			15 000 €	Regie	Z_04_04		Procédure négociée	Reporté en Q1 2012	CSC en validation	Q4_2011	Q4_2011	Q1_2012	Q2_2012	Q3_2012
5	Aménagement viviers		Biens			3 000 €	Cogestion	A_01_02		Procédure négociée			Q1_2012	Q1_2012	Q1_2012	Q1_2012	Q1_2012
6	Achat petits matériels		Biens			1 000 €	Cogestion	A_01_02		Procédure négociée			Q4_2011	Q4_2011	Q1_2012	Q1_2012	Q1_2012
7	Etude de faisabilité socio-économique, APD/DAO		Services			15000	Régie	A_01_03		Procédure négociée	CSC en validation	-	Q4_2011	Q4_2011	Q1_2012	Q2_2012	Q3_2012
8	Prestation appui à la définition de la filière		Services			4000	Cogestion	A_02_01		Procédure négociée	A préparer en Q4	Retard embauches	Q4_2011	Q1_2012	Q1_2012	Q2_2012	Q3-2012
9	Etude mise en place lignes financement		Services			2 000 €	Cogestion	A_02_03		Procédure négociée			Q1_2012	Q1_2012	Q1_2012	Q2_2012	Q2_2012
10	Achat matériel informatique pour la CRA		Biens			3000	Cogestion	A_03_02		Procédure négociée	CSC en cours		Q4_2011	Q4_2011	Q1_2012	Q1_2012	Q2_2012
11	Achat matériel DRP		Biens			15 600 €	Régie	A_03_05		Procédure négocié			Q4_2011	Q4_2011	Q4_2011	Q1_2012	Q1_2012

12	Collaboration avec IER/Constitution de référenciel	Services			5000	Cogestion	A_04_01		Procédure négociée	A préparer en 2012	Attente de définition des termes de recherche – action avec l'IER	_2012	Q2_2012	Q3_2012	Q3_2012	Q4_2012
13	Achat GPS	Biens			4 000 €	Congestion	A_04_03		Procédure négociée			Q4_2011	Q4_2011	Q1_2012	Q1_2012	Q2_2012
14	Plan communication	Services			5 000 €	Congestion	A_04_04		Procédure négociée			Q1_2012	Q1_2012	Q1_2012	Q2_2012	Q2_2012
15	Supports communication	Biens			5 000 €	Cogestion	A_04_04		Procédure négociée			Q2_2012	Q2_2012	Q2_2012	Q3_2012	Q3_2012